



## **Deuxième trimestre de 2020 – Plastiques IPL Inc.**

Rapport de gestion

<b>TABLE DES MATIÈRES</b>	<b>Page</b>
<b>RAPPORT DE GESTION</b>	
Aperçu de la Société	2
Base d'établissement	3
Mesures financières et principaux indicateurs	3
Énoncés prospectifs	4
Résumé des facteurs ayant une incidence sur notre performance, y compris l'incidence de la COVID-19	6
Évaluation de la performance de nos activités	11
Principales informations financières consolidées	13
Principaux faits saillants et principales transactions ayant eu une incidence sur les résultats de la période	14
Résumé des résultats d'exploitation	15
Résultats d'exploitation pour le deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019	15
Résultats d'exploitation pour le premier semestre de 2020 par rapport au premier semestre de 2019	20
Analyse des tendances saisonnières	25
Situation de trésorerie et sources de financement	25
Situation financière consolidée	27
Flux de trésorerie	28
Perspectives	31
Événements postérieurs à la date de clôture	32
Renseignements quantitatifs et qualitatifs sur les risques liés aux marchés et les autres risques financiers	33
Arrangements hors bilan	34
Transactions avec des parties liées	35
Estimations comptables critiques	35
Normes comptables mises en œuvre pour l'exercice 2020	35
Normes comptables futures	35
Facteurs de risque	35
Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôles internes à l'égard de l'information financière	36
Données à jour sur les actions	37
Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS	37
Information supplémentaire	39

## Plastiques IPL Inc. RAPPORT DE GESTION

### Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020

Le rapport de gestion de Plastiques IPL Inc. (conjointement avec ses filiales) ci-après désignée par les termes « Plastiques IPL », « IPLP », le « Groupe », la « Société », « nous », « nos » ou « notre » a été préparé en date du 11 août 2020. Il doit être lu à la lumière de nos états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités et des notes y afférentes au 30 juin 2020 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date et de nos états financiers consolidés audités et des notes y afférentes au 31 décembre 2019 et pour l'exercice clos à cette date.

Dans le présent rapport de gestion, toutes les références au « **deuxième trimestre de 2020** » ou au « **T2 2020** » renvoient au trimestre clos le 30 juin 2020, toutes les références au « **premier trimestre de 2020** » ou au « **T1 2020** » renvoient au trimestre clos le 31 mars 2020, toutes les références au « **deuxième trimestre de 2019** » ou au « **T2 2019** » renvoient au trimestre clos le 30 juin 2019, toutes les références au « **troisième trimestre de 2019** » ou au « **T3 2019** » renvoient au trimestre clos le 30 septembre 2019 et toutes les références au « **quatrième trimestre de 2019** » ou au « **T4 2019** » renvoient au trimestre clos le 31 décembre 2019. Toutes les références dans le présent rapport de gestion au « **premier semestre de 2020** » renvoient au semestre clos le 30 juin 2020 et toutes les références au « **premier semestre de 2019** » renvoient au semestre clos le 30 juin 2019. Toutes les références dans le présent rapport de gestion à l'« **exercice 2020** » renvoient à l'exercice clos le 31 décembre 2020, toutes les références dans le présent rapport de gestion à l'« **exercice 2019** » renvoient à l'exercice clos le 31 décembre 2019, toutes les références à l'« **exercice 2018** » renvoient à l'exercice clos le 31 décembre 2018 et toutes les références à l'« **exercice 2017** » renvoient à l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Le présent rapport de gestion contient de l'information prospective qui comporte des risques et des incertitudes, notamment ceux décrits à la rubrique « **Facteurs de risque** » du présent rapport de gestion. Les résultats réels pourraient varier sensiblement des résultats indiqués ou implicites présentés dans l'information prospective. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « **Énoncés prospectifs** ».

### Aperçu de la Société

Plastiques IPL Inc. est une société constituée sous le régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (la « **LCSA** »).

IPLP est un fournisseur de premier ordre de solutions de produits d'emballage durables. Nous fabriquons des produits d'emballage spécialisés destinés principalement aux marchés de l'alimentation, de la consommation, de l'agriculture, de la logistique et de l'environnement grâce à notre réseau de 14 installations de fabrication. Notre expertise technique, particulièrement en matière de moulage par injection, nous permet de fournir des solutions novatrices à notre clientèle très diversifiée qui est composée notamment de clients de premier ordre, d'importantes entreprises régionales et locales et de grandes municipalités, avec la plupart desquelles nous entretenons des relations de longue date. Nous offrons des produits allant des contenants alimentaires avec sceau de sécurité intégré, des seaux, des bols, des bacs et des couvercles à des contenants sur roues, des contenants pour le vrac réutilisables et des contenants de manutention.

Nous estimons que nous nous sommes imposés en tant que chef de file dans plusieurs de nos principales catégories de produits, notamment les contenants moulés par injection avec étiquetage dans le moule (« **IML** ») en Amérique du Nord, les contenants pour la collecte de matières résiduelles en Amérique du Nord et au Royaume-Uni et les contenants de plastique pour le vrac réutilisables en Amérique du Nord.

Le 28 mars 2019, nous avons conclu l'acquisition de la totalité du capital-actions de Loomans Group N.V. (« **Loomans** »). Loomans exerce ses activités en Belgique, où se trouve son siège social, et fait partie de notre secteur des solutions d'emballage de produits de consommation (« **SEC** ») en Europe. Loomans est une société de plastiques diversifiée comptant un seul établissement qui existe depuis plus de 50 ans. L'acquisition de Loomans diversifie notre empreinte géographique, augmentant la capacité et ajoutant la possibilité de servir une clientèle élargie, notamment dans les secteurs au détail des cosmétiques, des soins personnels et des boissons. Loomans compte une clientèle de premier ordre et bien établie en Europe continentale, et elle offre à Plastiques IPL une solide plateforme en vue d'une croissance future dans cette région, nous permettant de participer aux plans de croissance de la clientèle nouvelle et existante en Europe continentale. La performance de Loomans est conforme aux attentes depuis son acquisition, et son intégration avec le secteur SEC va bon train.

Le 16 août 2019, nous avons conclu la cession de Remer, petite entreprise située au Minnesota, aux États-Unis, qui fabriquait des produits thermoformés dans le secteur des solutions d'emballage grand format et environnementales (« **EGFE** »).

Le 10 janvier 2020, nous avons acquis les activités commerciales et les actifs d'une entreprise de moulage par injection située au Royaume-Uni. L'entreprise acquise se spécialise dans la fabrication de produits de manutention. Parmi les actifs acquis, mentionnons des machines de moulage par injection, des moules de produits de manutention et du matériel de moulage accessoire. La contrepartie versée s'élève à 4,1 millions de dollars (3,1 millions de livres sterling).

Tout au long du deuxième trimestre de 2020, nous sommes demeurés propriétaires d'une petite entreprise de recyclage de métaux au Royaume-Uni. Le chiffre d'affaires de cette entreprise s'élève à 1,2 % de nos produits consolidés pour le deuxième trimestre de 2020. Ces activités ainsi que nos frais généraux du siège social sont inclus dans le secteur d'exploitation « Autres », comme le présente l'analyse à la rubrique « **Résumé des résultats d'exploitation** » plus bas. Le 23 juillet 2020, nous avons réalisé la cession des activités commerciales et de certains actifs d'une filiale de l'entreprise de recyclage de métaux. De plus amples renseignements se trouvent à la rubrique « **Événements postérieurs à la date de clôture** » ailleurs dans les présentes.

Le 29 juillet 2020, IPLP a annoncé avoir conclu une convention d'arrangement (la « convention d'arrangement ») en vue de son acquisition (l'« opération de fermeture du capital ») par Intelligent Packaging Limited Purchaser Inc. (l'« acheteur »), une entité contrôlée par des fonds (les « fonds MDP ») gérés par Madison Dearborn Partners, LLC (« MDP »), une société de capital-investissement établie à Chicago. Aux termes de la convention d'arrangement et sous réserve de l'obtention de l'approbation des actionnaires et d'autres approbations usuelles, l'acheteur fera l'acquisition moyennant 10,00 \$ CA en espèces par action (le « prix d'achat ») de toutes les actions ordinaires émises et en circulation (les « actions ») d'IPLP. La majorité des actions en circulation appartenant à la Caisse de dépôt et placement du Québec (la « Caisse »), le plus important actionnaire d'IPLP, feront effectivement l'objet d'un roulement pour une valeur implicite par action égale au prix d'achat. Se reporter aux rubriques « **Énoncés prospectifs** », « **Situation de trésorerie et sources de financement** », « **Événements postérieurs à la date de clôture** » et « **Facteurs de risque** » du présent rapport de gestion et à la note 18 des états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités pour obtenir de plus amples renseignements à l'égard de la convention d'arrangement. Un exemplaire de la convention d'arrangement est disponible sous le profil d'IPLP sur SEDAR au [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

### Base d'établissement

Notre entreprise est structurée en trois principaux secteurs d'activités axées sur le marché, EGFE, SEC et solutions d'emballage réutilisable (« **SER** »), tous ces secteurs servant les marchés de l'Amérique du Nord, de l'Amérique latine et de l'Europe.

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités et les notes y afférentes pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020 ont été établis conformément à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (l'« **IAS 34** »), publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« **IASB** »). Les Normes internationales d'information financière (les « **IFRS** ») publiées et en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 ont été appliquées à la préparation des présents états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités, et l'incidence de ces IFRS sur l'information financière est analysée à la rubrique « **Normes comptables mises en œuvre pour l'exercice 2020** » du présent rapport de gestion. Sauf indication contraire, tous les montants indiqués dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars américains. Dans le présent rapport de gestion, les symboles « \$ » et « \$ US » désignent le dollar américain et les symboles « \$ CA » « £ » et « € » désignent respectivement le dollar canadien, la livre sterling et l'euro. Tous les montants ont été convertis en dollars américains à l'aide du taux de change moyen ou au comptant approprié pour la période pertinente. Si aucun taux n'était applicable pour une période donnée, le taux de change au comptant au 30 juin 2020 a été utilisé.

### Mesures financières et principaux indicateurs

Le présent rapport de gestion emploie certaines mesures et certains ratios non conformes aux IFRS. La direction a recours à des mesures financières non conformes aux IFRS afin d'établir des comparaisons avec les périodes précédentes, de préparer les budgets d'exploitation annuels et de formuler des prévisions et des projections quant aux perspectives de croissance des résultats. Ces données sont également utilisées par la direction pour évaluer la rentabilité des activités courantes et analyser notre situation financière, la performance de l'entreprise et les tendances. Ces mesures ne sont pas des mesures reconnues aux termes des IFRS et n'ont pas de sens normalisé prescrit par celles-ci; il est donc peu probable qu'elles soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Elles sont plutôt présentées à titre de complément aux mesures conformes aux IFRS et visent à favoriser une meilleure compréhension de nos résultats d'exploitation du point de vue de la direction. Ainsi, ces mesures ne doivent pas être prises isolément ni être considérées comme un substitut pour l'analyse de notre information financière présentée conformément aux IFRS. Nous avons recours à des mesures financières non conformes aux IFRS qui servent à fournir des mesures supplémentaires de notre performance sur le plan de l'exploitation et ainsi mettent en lumière les tendances marquant nos activités principales que les mesures conformes aux IFRS, à elles seules, ne permettraient pas nécessairement de faire ressortir. Parmi les mesures financières appliquées, notons le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le BAII ajusté, le bénéfice net ajusté, le résultat de base par action ajusté, le résultat dilué par action ajusté, la dette nette, le ratio d'endettement financier et les flux de trésorerie disponibles ajustés.

Le BAIIA ajusté et le BAII ajusté sont présentés afin d'aider les investisseurs à évaluer la performance financière de la Société et des activités d'exploitation de ses secteurs sur une base uniforme en éliminant des éléments, comme les coûts liés aux transactions, à la réorganisation et à l'intégration, la quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, les autres produits (montant net), les charges financières et la charge d'impôt, qui ne sont pas représentatifs de la performance opérationnelle de la Société. Le BAIIA ajusté fait également abstraction de certains éléments sans effet sur la trésorerie comme les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles. La marge du BAIIA ajusté constitue une analyse du BAIIA ajusté exprimé en pourcentage des produits. La direction a également recours à ces mesures pour évaluer la performance commerciale sous-jacente des secteurs d'exploitation de la Société. Nous croyons que ces mesures financières sont utiles pour évaluer notre performance sur le plan de l'exploitation d'une période à l'autre puisqu'elles ne tiennent pas compte de certains éléments qui, selon nous, ne sont pas représentatifs de nos activités principales.

Le bénéfice net ajusté aide également les principales parties prenantes à évaluer la performance financière de la Société sur une base uniforme en éliminant du bénéfice net certains coûts susmentionnés de même que les dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles comptabilisées à l'acquisition de filiales et ajustées de manière à refléter l'incidence fiscale de ces éléments. Le résultat de base et dilué par action ajusté représente une mesure systématique des résultats de la Société qui s'obtient en divisant le bénéfice net ajusté par le nombre moyen pondéré d'actions, avant et après dilution. La dette nette est une mesure de l'endettement financier de la Société qui présume que la totalité des fonds en caisse est affectée au remboursement d'une partie de l'encours de la dette. Le ratio d'endettement financier s'entend du ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté des 12 derniers mois et mesure le nombre d'années qu'il faudrait pour que le BAIIA ajusté de l'entreprise suffise à rembourser intégralement la dette nette. Le BAIIA ajusté des 12 derniers mois s'entend du BAIIA ajusté de l'entreprise des 12 mois précédents et du BAIIA ajusté d'une entreprise acquise pour les mêmes 12 mois, après ajustement pour tenir compte de la période préalable à l'acquisition. Les flux de trésorerie disponibles ajustés sont une mesure indiquant le montant relatif de la trésorerie qui est générée par la Société au cours de la période et est disponible pour financer les dividendes, les remboursements sur la dette et les acquisitions. Nous croyons que la présentation de ces mesures financières permet aux investisseurs de mieux comprendre notre rendement financier et notre situation financière.

Les mesures susmentionnées sont définies à la rubrique « **Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS** » du présent rapport de gestion.

### **Énoncés prospectifs**

Le présent rapport de gestion peut contenir des énoncés qui constituent ou pourraient être réputés constituer des « énoncés prospectifs ». Les énoncés prospectifs représentent tous les éléments qui ne sont pas des faits historiques. Plus précisément, les énoncés prospectifs présentés dans le présent rapport de gestion comprennent, sans toutefois s'y limiter, les attentes de la Société à l'égard de la pandémie de coronavirus (COVID-19) et de son incidence potentielle sur les produits et le BAIIA ajusté de la Société, les dates prévues de parachèvement de certains des projets d'immobilisations de la Société, la capacité de la Société de transférer les variations importantes des prix des intrants aux clients, les attentes de la Société à l'égard des coûts des résines et du transport et les résultats des mesures prises par la Société à cet égard y compris leur incidence sur la marge brute et la marge du BAIIA ajusté de l'exercice 2020, les attentes liées au recrutement de main-d'œuvre et à la hausse du coût de la main-d'œuvre, ainsi que nos sorties de trésorerie attendues pour l'exercice 2020, ainsi que les attentes de la Société à l'égard de la volatilité des monnaies étrangères et de son incidence sur les produits et le BAIIA ajusté. Ces énoncés prospectifs se reconnaissent à l'emploi d'expressions prospectives, comme les termes « être d'avis que », « estimer », « planifier », « prévoir », « anticiper », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « pourrait », « fera » ou « devrait » ou, dans chaque cas, par leur forme négative ou déclinée autrement ou par une terminologie semblable ou, encore, par des analyses portant sur la stratégie, les plans, les objectifs, les événements à venir ou les intentions.

Par ailleurs, nos évaluations et nos perspectives pour l'exercice 2020 sont réputées constituer de l'information prospective. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « **Perspectives** » pour obtenir de plus amples renseignements concernant nos stratégies, hypothèses et perspectives sur les marchés en ce qui a trait à ces évaluations. En outre, les résultats et le rendement réels futurs pourraient varier des hypothèses que nous présentons à la rubrique « Perspectives » présentée ci-après.

L'information prospective comporte des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats ou événements réels diffèrent sensiblement de ceux prévus dans cette information prospective. L'information prospective rend compte des perspectives alors à jour d'IPLP à l'égard des événements futurs formulées en fonction de certains faits et hypothèses significatifs et est assujettie à un certain nombre de risques et d'incertitudes.

L'information prospective est fondée sur certaines attentes, opinions, hypothèses et estimations clés formulées par la Société à la lumière de son expérience et de sa perception des tendances passées, des conditions actuelles et des événements futurs attendus, ainsi que d'autres facteurs que la Société juge appropriés et raisonnables dans les circonstances. Bien qu'IPLP soit d'avis que les attentes, opinions, hypothèses et estimations sur lesquelles cette information prospective est fondée sont

raisonnables, on ne devrait pas se fier indûment à cette information prospective puisque rien ne garantit que de telles attentes, opinions, hypothèses et estimations se révéleront exactes.

De nombreux facteurs pourraient faire en sorte que les résultats, le niveau d'activité ou le rendement réels ou que les réalisations ou événements à venir ou les faits nouveaux diffèrent considérablement de ceux exprimés ou sous-entendus par les énoncés prospectifs, notamment les facteurs suivants, dont il est question plus en détail à la rubrique « **Facteurs de risque** » du présent rapport de gestion : l'incidence de la pandémie COVID-19 sur notre entreprise et sur nos activités; ainsi que les risques liés à la convention d'arrangement, y compris la possibilité que l'opération de fermeture du capital ne se réalise pas selon les conditions ou l'échéancier actuellement envisagés ou qu'elle ne soit pas réalisée du tout en raison, entre autres, de l'incapacité d'obtenir les approbations requises des actionnaires, de la cour et des autorités de réglementation ou de satisfaire aux autres conditions de clôture de l'opération de fermeture du capital en temps opportun ou pour toute autre raison, de même que la possibilité que l'annonce ou la réalisation de l'opération de fermeture du capital ait une incidence défavorable sur certaines relations d'affaires; notre capacité de mettre à exécution notre stratégie commerciale de manière satisfaisante; la forte concurrence du marché; les perturbations de la conjoncture économique et des marchés financiers qui pourraient avoir une incidence sur la demande des consommateurs; les risques associés au commerce entre le Canada et les États-Unis; la volatilité des prix ou une pénurie de certaines matières premières que nous achetons; la possibilité que nos résultats d'exploitation soient touchés par d'autres risques financiers; notre dépendance envers des installations et de l'équipement de fabrication qui nécessitent de fortes dépenses d'investissement pour leur entretien ou leur remplacement; l'évolution des lois et des règlements ainsi que de l'interprétation qui en est faite, de même que l'évolution des tendances en matière de consommation; toute perte d'un client important ou diminution de la demande des clients; notre exposition aux risques liés à l'industrie alimentaire; les risques de dommage à notre marque et à notre réputation; les agissements de nos sous-traitants qui pourraient porter atteinte à notre marque et à notre réputation; la concurrence dans l'acquisition d'entreprises cibles; le fait que notre capacité à exécuter notre stratégie de croissance dépende de notre capacité à repérer et à acquérir des entreprises cibles intéressantes; notre capacité à intégrer avec succès les entreprises récemment acquises ou nos acquisitions futures; les risques associés à nos vérifications diligentes dans le cadre d'acquisitions; notre incapacité à suivre l'évolution technologique ou de poursuivre l'amélioration de nos produits existants, de créer et de commercialiser de nouveaux produits qui répondent aux besoins et aux préférences de nos clients; notre incapacité à recruter et à fidéliser des cadres dirigeants et du personnel qualifiés; notre incapacité à maintenir de bonnes relations avec nos employés; l'augmentation des frais de transport; l'augmentation des coûts énergétiques; le risque de regroupement d'entreprises au sein du secteur; la possibilité de faire l'objet de poursuites en responsabilité du fait des produits découlant de la fabrication de produits défectueux ou contaminés; notre incapacité à protéger nos droits de propriété intellectuelle, notamment notre savoir-faire exclusif non breveté et nos secrets commerciaux, ou à éviter toute allégation selon laquelle nous pourrions avoir violé des droits de propriété intellectuelle de tiers; le non-respect des lois et règlements applicables; les risques associés aux lois et aux règlements sur l'environnement, la santé et la sécurité; le risque que des pressions à la baisse soient exercées sur les prix de nos produits; notre incapacité d'obtenir un financement approprié; les fluctuations des taux d'intérêt; toute défaillance des contrôles internes; les risques liés aux pannes ou violations des systèmes informatiques; les risques de litige, y compris la possibilité que surviennent des litiges en lien avec l'opération de fermeture du capital; d'éventuelles obligations d'indemnisation par suite d'un dessaisissement; le risque de contrepartie; les risques liés à toute radiation future de notre goodwill et de nos autres immobilisations incorporelles; tout changement dans la législation fiscale applicable; la possibilité que les ventes futures de nos titres par des actionnaires existants ou par nous fassent chuter le cours de nos actions ordinaires; la forte influence de la Caisse de dépôt et placement du Québec (la « **Caisse** ») sur les questions soumises aux actionnaires; notre dépendance envers nos filiales pour obtenir les fonds nécessaires au financement de nos activités et de nos dépenses; notre politique de dividendes; la difficulté à faire exécuter au Canada un jugement rendu contre les administrateurs et dirigeants de la Société qui ne sont pas des résidents du Canada; les risques associés à l'indemnisation de nos administrateurs et dirigeants; les risques associés à notre règlement administratif sur le choix du tribunal; ainsi que la possible inexactitude des énoncés prospectifs qui figurent dans le présent rapport de gestion.

La liste des facteurs susmentionnés ne doit pas être considérée comme exhaustive. Même si la Société a tenté d'identifier les facteurs importants qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux décrits dans les énoncés prospectifs, d'autres facteurs pourraient faire en sorte que les résultats diffèrent de ceux prévus, estimés ou voulus.

Toute l'information prospective qui figure dans le présent rapport de gestion est donnée entièrement sous réserve de la mise en garde qui précède et rien ne garantit que cette information se révélera exacte, puisque les résultats réels et les événements futurs pourraient différer considérablement de ceux prévus dans ces énoncés. En conséquence, les lecteurs ne devraient pas se fier indûment à l'information prospective. Sauf indication contraire ou si le contexte exige une autre interprétation, l'information prospective qui figure dans le présent rapport de gestion est fournie à la date du présent rapport de gestion et la Société ne s'engage nullement à la mettre à jour ou à la modifier notamment compte tenu de nouveaux renseignements ou d'événements futurs, sauf si la législation en valeurs mobilières applicable l'exige. Nous rappelons également aux lecteurs que les perspectives figurant dans le présent rapport de gestion ne doivent être utilisées qu'aux fins prévues aux présentes ou à cet égard, selon le cas.



## **Résumé des facteurs ayant une incidence sur notre performance, y compris l'incidence de la COVID-19**

Nous sommes d'avis que notre performance et succès continu dépendent d'un certain nombre de facteurs. Ces facteurs sont également soumis à un certain nombre de risques et de défis inhérents, dont certains sont traités ci-dessous et abordés à la rubrique « **Facteurs de risque** » du présent rapport de gestion.

### ***Incidence de la COVID-19 sur nos activités***

L'urgence sanitaire actuelle causée par la propagation de la COVID-19 a des conséquences importantes sur les économies et les marchés dans lesquels nous sommes en activité. La capacité des gouvernements et des organismes médicaux à contenir la propagation de la COVID-19 ou à prévenir sa résurgence jouera un rôle important dans la détermination de l'ampleur de son incidence sur l'économie mondiale et plus précisément sur les marchés où nous exerçons nos activités. Nous suivons les recommandations de l'Organisation mondiale de la Santé et du Centre pour le contrôle et la prévention des maladies ainsi que les directives des gouvernements dans les territoires où nous menons des activités. Nous continuons d'évaluer et d'apprécier l'incidence de la COVID-19 sur nos activités et notre exploitation à mesure que de nouveaux faits se présentent et que les circonstances évoluent.

La santé et la sécurité de notre personnel sont de la plus haute importance et nous avons agi rapidement pour mettre en place des mesures appropriées et adaptées afin de protéger leur sécurité et leur bien-être. L'entreprise a également dû réagir rapidement pour se conformer aux nombreuses nouvelles réglementations gouvernementales dans chacun des territoires dans lesquels nous avons des activités et pour ajuster, adopter et coordonner les méthodes de travail pendant que nous restructurons nos activités afin d'assurer la santé et la sécurité de notre personnel tout en continuant à offrir des produits de qualité et sûrs à nos clients. Nous continuons de travailler en étroite collaboration avec nos équipes de gestion opérationnelle dans l'ensemble de l'organisation, en veillant à ce que les politiques, les procédures et les plans soient en place pour aider à atténuer les incidences défavorables sur l'entreprise.

Nous avons mis en œuvre une vaste gamme de mesures de continuité des activités et d'urgence tandis que nous maintenons en exploitation nos 14 installations de fabrication. Dans les territoires où cela est applicable, nos usines sont considérées comme produisant des produits essentiels pour les entreprises essentielles. En raison du niveau sans précédent de volatilité sur nos marchés et de l'incertitude entourant l'ampleur et la durée des restrictions gouvernementales qui ont été mises en place ou qui le seront de nouveau à court terme, l'incidence sur la demande future des produits d'IPL ne peut pas être estimée de façon fiable à l'heure actuelle. D'une part, nous avons connu une demande accrue pour certains de nos produits, comme les contenants d'emballage alimentaire, et d'autre part, nous avons constaté un ralentissement de la demande pour certains de nos autres produits.

Par ailleurs, nous avons pris un certain nombre de mesures de prévention pour nous assurer de maintenir une situation de trésorerie solide, notamment en limitant les dépenses d'investissement et en réduisant les effectifs et d'autres coûts dans les secteurs de l'entreprise où la demande pour certains de nos produits a diminué.

À ce jour, la Société n'a rencontré aucun retard dans la livraison de résine aux usines à la suite de la COVID-19 et surveille la situation de près avec ses fournisseurs. Il n'y a pas eu de perturbations importantes dans l'approvisionnement d'autres matériaux ou d'autres intrants nécessaires au processus de fabrication. Le réseau logistique est toujours en activité, mais certains éléments ont été affectés par les mesures de confinement à la maison. Dans certains cas, IPLP fait appel à ses propres fournisseurs de services de logistique pour aider des clients qui ont recours habituellement à leurs propres fournisseurs de transport.

Nous nous attendons à ce que les pratiques de distanciation sociale et de suivi des contacts et les mesures d'isolement restent en vigueur jusqu'à la fin de 2020 et même au-delà (jusqu'à ce que des traitements ou un vaccin soient mis au point ou les deux). Nous avons effectué des révisions à nos procédures internes sur la COVID-19 afin d'y inclure de nouvelles pratiques et de favoriser l'application des mesures de distanciation sociale à chacun de nos emplacements dans le monde.

Dans l'ensemble, nous sommes encouragés par la résilience de notre modèle d'entreprise, lequel a bien répondu aux enjeux très sérieux qui se sont posés, tous les aspects de notre résilience organisationnelle ayant été testés. Nous sommes reconnaissants à notre personnel et à nos équipes de gestion de leur contribution incroyable et de leurs efforts considérables pour relever les défis posés par la pandémie de COVID-19.

### ***Tendances du secteur***

Les secteurs de l'emballage en plastique rigide dans lesquels nous exerçons nos activités sont soumis à des changements des préférences et des tendances des clients, comme l'attention accrue mise sur la durabilité et la substitution de produits d'emballage non faits de plastique par des produits en plastique rigide.

Nos produits et nos résultats d'exploitation reposent, en partie, sur notre capacité à vendre des produits qui répondent aux besoins de nos clients et à nous adapter rapidement lorsque ces besoins évoluent. Par exemple, dans notre secteur d'activité SER, nous avons mis au point des produits destinés au secteur de l'agriculture qui constituent une solution durable sur le plan économique et le plan environnemental comparativement à d'autres solutions traditionnelles. De plus, en ce qui concerne notre secteur d'activité SEC, nous avons rapidement pénétré le marché des produits laitiers en Amérique du Nord en offrant des solutions d'emballage avec étiquetage dans le moule personnalisées dont l'apparence est plus attrayante pour les détaillants comparativement à l'étiquetage imprimé en offset traditionnel.

La durabilité est un élément clé de notre stratégie d'affaires future. Notre stratégie en matière de durabilité jusqu'en 2022 s'articule autour de trois grands domaines d'intérêt : l'innovation et l'économie circulaire; la gérance de l'environnement; et le personnel, la sécurité et les collectivités. Les exigences de nos clients et la nouvelle réglementation gouvernementale, en particulier en Europe, font en sorte que la durabilité est un facteur de plus en plus important du succès à long terme de notre entreprise. Nos clients et les fournisseurs de résines nous parlent de plus en plus souvent de l'utilisation de plastique recyclé, de la conception favorisant la circularité et de l'accroissement du potentiel de recyclage grâce à de nouveaux produits de conception novatrice.

En tant que fournisseur de premier ordre de solutions de produits d'emballage durables, nous sommes en bonne position pour tirer parti de l'émergence des tendances en matière de réglementation et des exigences des clients à mesure que nous investissons dans l'allègement de nos produits, exploitons nos programmes de réutilisation de produits visant la récupération et la réutilisation de certains produits et continuons d'accroître la proportion de plastique recyclé qu'utilisent nos secteurs.

Grâce à notre modèle d'innovation en matière de produits axé sur les besoins des clients, nous estimons que nous sommes bien placés pour répondre aux tendances actuelles au sein de l'industrie et aux tendances générales du secteur de la manutention et de l'emballage.

### ***Gestion du coût des ventes***

#### ***Résine***

La plus importante composante de notre coût des ventes est le coût des matières premières, et la matière première la plus coûteuse est la résine. Pour le premier semestre de 2020, environ 41,2 % (47,7 % pour le premier semestre de 2019) de notre coût des ventes était attribuable à l'achat de résine de plastique. Le polypropylène et le polyéthylène représentent plus de 90 % de nos achats de résine de plastique selon la quantité de livres achetées. Les résines de plastique sont sujettes à des fluctuations de prix, notamment en raison des pénuries d'approvisionnement et des variations des prix du gaz naturel, du pétrole brut et d'autres produits intermédiaires pétrochimiques qui servent à la fabrication des résines. Les prix de la résine de plastique ont récemment enregistré une volatilité modérée. Notre rentabilité est touchée par la volatilité des prix des résines, laquelle est atténuée par la capacité de la Société à établir des arrangements donnant lieu à un transfert des variations des coûts (par contrat ou non) avec une proportion importante de nos clients, à fixer de nouveaux prix au moyen de contrats à court terme ou à gérer notre exposition au moyen de contrats dérivés. En raison des différences quant au moment où a lieu le transfert des variations du coût des résines à nos clients, l'augmentation des prix des résines a une incidence défavorable à court terme sur notre rentabilité, mais leur diminution a un effet favorable sur celle-ci. Ces délais quant au transfert des variations des coûts des matières premières pourraient avoir une incidence sur nos résultats lorsque se produisent des fluctuations des prix des résines.

Entre le quatrième trimestre de 2019 et le deuxième trimestre de 2020, le prix moyen du polypropylène a reculé d'environ 18,8 %. Les baisses de prix ont eu une incidence favorable sur notre état consolidé du résultat net du deuxième trimestre de 2020.

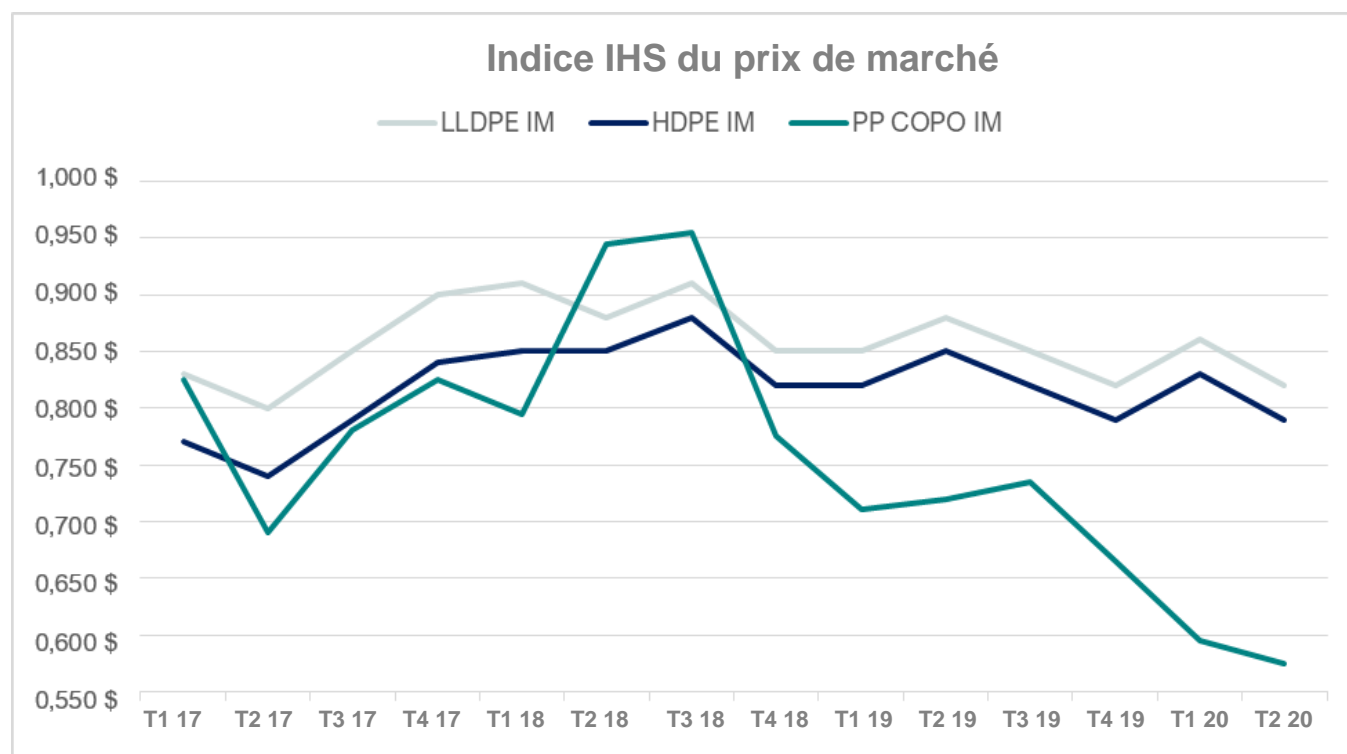
Au premier trimestre de 2019, notre secteur SER a mis en œuvre une nouvelle stratégie en matière de résines afin de couvrir une part importante des achats de résines pour le marché agricole de l'exercice 2019 sur une base trimestrielle continue. Cette stratégie de couverture de l'approvisionnement en résines a été appliquée afin de couvrir une part des achats mensuels de résines pour le marché agricole de l'exercice 2020. Le secteur SER n'a pas d'accords de rétrocession officiels en place avec ses clients du secteur de l'agriculture étant donné que les prix de vente sont généralement convenus selon le prix de marché des résines au moment de la commande. Une part importante des commandes pour le secteur des contenants agricoles sont prises avant la production à des fins de planification et pour répondre à la demande saisonnière pour ce marché. Ce carnet de commandes peut avoir une incidence positive ou négative sur la marge brute et la marge du BAIIA ajusté selon les fluctuations des prix des résines dans l'intervalle entre le moment où la commande est passée et le moment de sa production. Si les coûts des intrants de résine augmentent, les prix de vente sont habituellement ajustés dans la mesure du possible pour couvrir une partie de la hausse des coûts des résines. Toutefois, ces hausses de prix prennent du temps à se réaliser et, habituellement, le carnet de commandes est écoulé avant leur entrée en vigueur. La stratégie de couverture de l'approvisionnement en résines atténue le risque lié aux augmentations des prix des résines jusqu'à la clôture de l'exercice 2020.



Le marché des résines est un marché mondial et, à la lumière de notre expérience, nous croyons que des quantités adéquates de résines de plastique seront disponibles aux prix du marché, mais nous ne pouvons donner aucune garantie quant à leur disponibilité ou à leurs prix. Le prix de la résine disponible en Amérique du Nord et en Europe peut différer en raison d'un certain nombre de facteurs, dont les droits de douane, la capacité ou la disponibilité en raison de la demande générale sur le marché. Le coût réel des intrants de résine est habituellement négocié une fois l'an et est fondé sur l'obtention d'un escompte d'un indice convenu tout en se garantissant l'obtention des volumes prévus. Au premier trimestre de 2020, nous avons conclu un processus d'appel d'offres d'approvisionnement en résine qui nous a permis de réaliser des économies additionnelles pour l'exercice 2020 par rapport à l'exercice 2019. La Société vise à maintenir un certain nombre de fournisseurs de matières premières et de matériel essentiels de façon à ne pas devenir trop tributaire d'un fournisseur en particulier. Nous croyons que nous entretenons des relations solides avec nos principaux fournisseurs et nous nous attendons à ce que ces relations se poursuivent dans un avenir prévisible.

Les prix moyens par livre des résines dans l'industrie en Amérique du Nord, tels que publiés par IHS Markit Service (« IHS »), l'indice principalement utilisé par nos secteurs en Amérique du Nord, se sont établis comme suit pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2020 et 2019, respectivement :

(en cents)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2020	2019	Variation (%)	2020	2019	Variation (%)
Polyéthylène (HDPE IM)	<b>79,00</b>	85,00	(7,1) %	81,00	83,50	(3,0) %
Polyéthylène (LLDPE IM)	<b>82,00</b>	88,00	(6,8) %	84,00	86,50	(2,9) %
Polypropylène (PP Copo IM)	<b>56,00</b>	72,80	(23,1) %	59,25	73,17	(19,0) %



Le prix moyen du polypropylène, selon l'indice IHS, a poursuivi sa baisse pour le deuxième trimestre de 2020, faisant suite aux réductions enregistrées au premier trimestre de 2020, alors qu'en comparaison avec le deuxième trimestre de 2019, les prix ont reculé de 23,1 %. Les prix du polyéthylène ont reculé de 1,2 % au deuxième trimestre de 2020 par rapport au quatrième trimestre de 2019. Les prix ont cédé 6,8 % comparativement aux prix du deuxième trimestre de 2019.

Pour les activités européennes, le prix moyen du polypropylène selon l'indice a diminué de 13,0 % au deuxième trimestre de 2020, ce qui fait suite à la baisse initiale constatée au quatrième trimestre de 2019, alors qu'en comparaison au deuxième trimestre de 2019, les prix ont reculé de 20,0 %. Les prix du polyéthylène ont fléchi de 15,4 % au deuxième trimestre de 2020, après les réductions observées au quatrième trimestre de 2019. Les prix ont faibli de 22,1 % comparativement aux prix du deuxième trimestre de 2019.

### *Main-d'œuvre directe et indirecte*

Les coûts de la main-d'œuvre directe et indirecte ont représenté environ 18,2 % du coût des ventes (18,0 % pour le premier semestre de 2019) et 63,4 % du total des coûts de la main-d'œuvre (69,3 % pour le premier semestre de 2019) du premier semestre de 2020 et ils incluent les membres du personnel participant directement à la fabrication et à la conception des produits, au fonctionnement des machines, aux réparations et à l'entretien de la machinerie et des moules et à d'autres activités de la chaîne d'approvisionnement comme le contrôle de la qualité. La Société exerce ses activités dans plusieurs marchés et régions, particulièrement en Amérique du Nord, qui étaient près du plein emploi avant la COVID-19, ce qui entraîne une hausse du coût et une réduction de la disponibilité de la main-d'œuvre. La Société a mis en place certaines mesures visant à continuer d'attirer de nouvelles recrues et à fidéliser les membres du personnel nécessaire à ses activités. Nous avons également continué d'investir dans l'automatisation par l'intermédiaire de notre programme de dépenses d'investissement afin d'atténuer le risque de pénurie de main-d'œuvre disponible. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « **Facteurs de risque** » pour un complément d'information.

### *Transport et logistique*

Les frais de transport et de logistique représentent également une part importante de notre coût des ventes, soit environ 6,4 % pour le premier semestre de 2020 (7,3 % pour le premier semestre de 2019), et sont engagés à mesure que la Société a recours à des services de transport maritime et terrestre auprès de fournisseurs de services de transport tiers pour la livraison et l'expédition de ses matières premières et de ses produits. Nos frais de transport étant assujettis aux variations des prix du carburant destiné à la consommation, ils sont appelés à fluctuer au fil du temps. Les frais de transport et de logistique dépendent du volume des ventes d'IPLP, d'arrangements contractuels précis mis en place avec les clients, de la composition géographique des produits expédiés, du coût du carburant utilisé par les transporteurs de marchandises et de la capacité disponible sur le marché du transport. Afin d'optimiser son modèle de coûts, la Société mise sur la réduction des frais de logistique et le recours à des fournisseurs de services de transport tiers, notamment en transférant, au besoin, la production à des installations situées stratégiquement et en atténuant le risque d'augmentation des frais de transport. Le défaut de gérer efficacement les frais de transport et de logistique et notre incapacité à atténuer les variations des coûts pourraient avoir des conséquences négatives sur nos activités, notre situation financière, nos perspectives et nos résultats d'exploitation.

### *Concurrence*

Nous exerçons nos activités dans un secteur concurrentiel et nos concurrents directs sont des sociétés ouvertes et fermées de tailles variées. Nous estimons que nous pouvons maintenir notre prééminence dans plusieurs de nos principaux marchés, comme l'étiquetage dans le moule pour les produits alimentaires et laitiers en Amérique du Nord, les contenants pour la collecte de matières résiduelles au Canada et au Royaume-Uni et les contenants de plastique pour le vrac réutilisables à l'échelle mondiale grâce à notre capacité à répondre aux besoins des clients en leur offrant des solutions personnalisées et un service de vente et d'après-vente de premier ordre.

### *Mise en œuvre de la stratégie d'entreprise et de stratégies de croissance*

Notre prospérité future tient, en partie, à la capacité de la direction de mettre en œuvre notre stratégie de croissance, qui repose sur quatre piliers fondamentaux : i) tirer de la valeur de nos récents investissements; ii) continuer de susciter la croissance interne sur nos marchés cibles; iii) mettre l'accent de façon continue sur l'excellence opérationnelle pour améliorer la marge du BAIIA ajusté et les flux de trésorerie disponibles ajustés; et iv) continuer de croître grâce à des acquisitions stratégiques.

La capacité de mettre en œuvre cette stratégie de croissance dépend, entre autres, de notre capacité à développer de nouveaux produits et des extensions aux gammes de produits qui plaisent à nos clients, à maintenir et à améliorer notre position concurrentielle dans les marchés dans lesquels nous évoluons et à repérer et à pénétrer avec succès de nouveaux marchés géographiques et segments de marché ainsi que de nouvelles catégories.

Nous avons engagé par le passé, et engagerons ultérieurement, certains coûts visant à améliorer l'efficacité et à faire croître nos activités. Nous avons également maintenu nos mesures améliorées, notamment l'utilisation accrue de matériaux recyclés dans nos produits dans la mesure du possible et l'investissement continu dans l'allègement de nos produits, entre autres initiatives, en vue d'accroître les marges commerciales et les niveaux de rentabilité de base de la Société.

Notre capacité à accroître nos activités au moyen d'acquisitions stratégiques dépendra de notre aptitude à identifier, à négocier, à conclure avec succès et à intégrer ces acquisitions stratégiques, de même que de l'accès à un capital approprié afin de financer les coûts de ces acquisitions.

Notre stratégie commerciale peut évoluer à l'occasion pour refléter notre capacité à mettre en œuvre de nouvelles initiatives commerciales et notre réaction à des facteurs macroéconomiques externes. La stratégie commerciale sera également tributaire de l'aboutissement des négociations commerciales internationales en cours, comme la nature de la relation commerciale qui

sera négociée entre la Grande-Bretagne et l'Union européenne, ainsi que l'issue des négociations commerciales entre les États-Unis et la Chine et la durée et la gravité de la pandémie de COVID-19, entre autres facteurs macroéconomiques.

### *Monnaie étrangère*

Les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada sont nos trois principaux marchés géographiques au chapitre des produits. Quelque 51,8 % des produits que nous avons comptabilisés au premier semestre de 2020 (52,0 % des produits au premier semestre de 2019) proviennent de l'extérieur des États-Unis, soit, dans une large mesure, des activités que nous exerçons au Royaume-Uni et au Canada. Les activités de nos établissements aux États-Unis et au Canada permettent de fournir des produits au marché américain.

Les produits sont généralement facturés et payés dans la monnaie du pays où la vente a lieu. La plupart de nos achats de résine sont payés en dollars américains et les autres matières premières et intrants sont généralement payés dans la monnaie du pays où les intrants sont utilisés. Les coûts liés à notre main-d'œuvre directe sont habituellement libellés en fonction de l'endroit où est située l'usine où travaillent les membres du personnel. Par conséquent, aux États-Unis, nous bénéficions actuellement d'une couverture de change naturelle pour les produits vendus localement. Au Canada, nous sommes exposés aux fluctuations des taux de change lorsque des produits vendus en dollars canadiens contiennent des matières premières et des intrants achetés en dollars américains et lorsque des produits sont vendus en dollars américains. La direction exige que chaque secteur opérationnel gère son risque de change entre le dollar américain et sa monnaie fonctionnelle.

La Société gère aussi annuellement une part importante du risque de change global découlant de la conversion du BAIIA ajusté des filiales en la monnaie de présentation de la Société au moyen de contrats de change à terme. Cette mesure a été prise conformément à la politique de gestion de la trésorerie interne de la Société et est supervisée par la fonction Trésorerie de la Société, qui rend compte périodiquement à la direction et au comité d'audit.

Étant donné que nos états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités sont présentés en dollars américains, nous sommes principalement exposés au risque de change en ce qui concerne nos activités au Canada, en Europe et au Royaume-Uni. Au deuxième trimestre de 2020, le dollar américain s'est raffermi d'environ 3,5 %, 3,5 % et 2,0 % respectivement par rapport au dollar canadien, à la livre sterling et à l'euro au regard du deuxième trimestre de 2019, ce qui a donné lieu à des fluctuations défavorables des cours de change lesquels ont eu une incidence sur les produits du deuxième trimestre de 2020 par rapport à ceux du deuxième trimestre de 2019. Le BAIIA ajusté au deuxième trimestre de 2020 a évolué favorablement du fait des variations du dollar américain sur les contrats de change à terme à la suite du raffermissement du dollar américain au cours du trimestre.

### *Facteurs de variabilité et caractère saisonnier des produits et des flux de trésorerie*

Les activités d'IPLP sont modérément touchées par les tendances saisonnières des marchés de ses clients. Bien que certains coûts variables de la Société puissent être gérés de manière à tenir compte de ces fluctuations saisonnières, une grande partie des coûts sont fixes et ne peuvent être ajustés en fonction des saisons. Par exemple les clients du marché agricole du secteur SER sont généralement très occupés jusqu'à la fin de l'été et l'automne, période qui coïncide avec les principales saisons de culture maraîchère. Le carnet de commandes et la composition des ventes du secteur SER sont également tributaires des conditions météorologiques en général, des droits de douane et du lancement de nouveaux contenants sur le marché. Certains produits du marché des produits alimentaires et des produits de consommation, comme les yogourts et la crème glacée, sont également touchés par le caractère saisonnier. La demande pour ces produits est aussi généralement plus forte au cours des deuxième et troisième trimestres de l'exercice. Pour ces raisons, les produits et le BAIIA ajusté d'IPLP ont tendance à être moins élevés aux premier et quatrième trimestres de chaque exercice comparativement aux deuxième et troisième trimestres de chaque exercice.

Les activités d'IPLP peuvent également être touchées par le caractère imprévisible du calendrier et du nombre de contrats conclus avec des clients importants, du fait surtout du déploiement des contenants environnementaux auprès des autorités municipales dans le secteur EGFE et du déploiement des contenants pour le marché de l'automobile auprès des fabricants d'automobiles (« **constructeurs OEM** ») et des fournisseurs de logistique externalisée dans le secteur SER. Le nombre et le calendrier des appels d'offres des conseils municipaux et publics varient d'une année à l'autre et dépendent des conditions microéconomiques locales, qui peuvent faire varier le rendement opérationnel de nos activités liées aux contenants environnementaux du secteur EGFE. Les activités d'IPLP peuvent également être touchées par l'imprévisibilité du calendrier et du volume de la demande des clients pour des produits de manutention dans le secteur EGFE.

L'investissement au titre du fonds de roulement culmine généralement au cours du premier semestre de l'année, puis se relâche durant le reste de l'année. Le calendrier des contrats conclus avec des clients importants peut avoir une incidence importante

sur le fonds de roulement, car la Société accumule des stocks pour répondre aux exigences contractuelles en matière de volume et de livraison.

Les sorties de trésorerie affectées à l'achat d'immobilisations corporelles sont habituellement plus importantes au cours du premier semestre de chaque année, les modalités de paiement différé des fournisseurs exigeant généralement un règlement pendant cette période.

### *Acquisitions d'entreprises*

Nous tirons parti de nos relations et de notre réseau constitué de participants et de conseillers de l'industrie pour repérer activement des occasions d'acquisition. Nous sommes continuellement à la recherche d'acquisitions stratégiques qui nous permettront d'accroître notre capacité dans les marchés existants, de nous tailler une position de chef de file dans des marchés peu desservis, d'accéder à de nouveaux marchés géographiques, d'élargir nos gammes de produits, de saisir des occasions de vente croisée et de réaliser des synergies de coûts. Toute acquisition pourrait présenter des défis en matière de finances, de gestion, d'exploitation et d'intégration qui pourraient entraîner une réduction de notre rentabilité dans l'éventualité où pareilles difficultés n'étaient pas résolues.

### **Évaluation de la performance de nos activités**

Les indicateurs de performance clés ci-après sont utilisés par la direction afin d'évaluer la performance de la Société et de ses activités. La Société se base sur certains indicateurs de performance clés utilisés par la direction et habituellement utilisés par la concurrence dans le secteur de l'emballage, dont certains ne sont pas conformes aux IFRS. Il y a lieu de consulter la rubrique « *Mesures financières et principaux indicateurs* ».

### *Produits*

IPLP tire principalement ses produits de la vente d'une grande variété de produits en plastique rigide à des clients par l'entremise de ses secteurs opérationnels EGFE, SEC et SER.

Les produits provenant de la vente de biens sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, compte tenu des retours, des remises commerciales, des rabais pour quantités et des taxes de vente. Les produits sont comptabilisés à un moment précis lorsque le contrôle des biens a été transféré à l'acheteur. Cela est normalement réputé survenir lors de l'expédition ou de la livraison des biens. Les produits provenant de la vente de biens ont représenté environ 98,2 % du total de nos produits du premier semestre de 2020 (99,0 % au premier semestre de 2019).

Les produits tirés des services rendus sont comptabilisés progressivement dans les états consolidés du résultat net en fonction du degré d'avancement de la transaction à la date de clôture. Le degré d'avancement est évalué au moyen de l'examen des travaux exécutés et convenus avec le client. Pour notre secteur EGFE, les produits tirés des services rendus sont principalement gagnés à la livraison des contenants pour les secteurs de l'environnement à des ménages ou à des endroits déterminés par différents conseils ou arrondissements ou différentes villes.

### *Coût des ventes*

Notre coût des ventes a représenté 79,1 % et 79,4 % des produits du premier semestre de 2020 et du premier semestre de 2019, respectivement. Les motifs de la baisse du coût des ventes en pourcentage des produits au premier semestre de 2020 par rapport au premier semestre de 2019 sont décrits en détail à la rubrique « **Résumé des résultats d'exploitation** » ci-après.

Le coût des ventes inclut tous les coûts de fabrication fixes et variables devant être engagés pour que nos produits puissent être mis en vente. Les coûts des intrants nécessaires à la fabrication de nos produits en plastique sont essentiellement variables et comprennent les coûts des matières premières, les coûts de la main-d'œuvre directe et indirecte, dont les avantages sociaux, les frais de logistique (y compris les frais de transport, d'entreposage et de manutention), les frais de sous-traitance, les frais de réparation et d'entretien, les frais liés aux services publics et d'autres coûts de fabrication ainsi que les coûts liés aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles de la Société se rapportant aux processus de fabrication. Le coût des ventes est présenté plus en détail à la section « *Gestion du coût des ventes* » de la rubrique « **Résumé des facteurs ayant une incidence sur notre performance** ».

### *Charges d'exploitation*

Nos charges d'exploitation ont représenté respectivement 13,7 % et 13,3 % des produits pour le premier semestre de 2020 et le premier semestre de 2019.

Les charges d'exploitation d'IPLP incluent les frais de vente et charges générales et administratives ainsi que les profits et les pertes de change réalisés et latents. Les frais de vente incluent les frais liés aux activités de vente et de mise en marché, dont les frais de publicité et de promotion, ainsi que les charges de vente, les commissions et les autres frais connexes. Les charges générales et administratives se composent des coûts liés à l'exploitation, aux finances, aux technologies de l'information, à la recherche et au développement (« **R&D** ») de produits, aux affaires juridiques, aux ressources humaines, à l'administration et à l'amortissement des actifs qui ne sont pas directement liés au processus de transformation de nos produits en vue de leur mise en vente, comme le mobilier et les agencements, les marques de commerce acquises et les relations clients.

#### *Autres mesures*

À titre de complément aux données financières présentées conformément aux IFRS, nous utilisons les mesures financières non conformes aux IFRS additionnelles suivantes pour clarifier notre rendement passé et pour en tirer une meilleure compréhension : BAIIA ajusté, marge du BAIIA ajusté, BAII ajusté, bénéfice net ajusté, résultat de base et dilué par action ajusté, dette nette, ratio d'endettement financier et flux de trésorerie disponibles ajustés. Nous avons inclus une définition de chacune des mesures financières à la rubrique « **Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS** » du présent rapport de gestion.

## Principales informations financières consolidées

Le tableau suivant présente un sommaire de nos récents résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les principales informations financières consolidées présentées ci-après pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2020 et 2019 sont tirées de nos états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités et des notes y afférentes.

<i>(en milliers de dollars, sauf indication contraire)</i>	<i>Trimestres clos les 30 juin</i>		<i>Semestres clos les 30 juin</i>	
	<b>2020</b>	2019	<b>2020</b>	2019
<b>Données tirées de l'état du résultat net :</b>				
Produits	<b>153 317</b>	168 629	<b>294 370</b>	310 410
Coût des ventes	<b>(118 102)</b>	(130 809)	<b>(232 757)</b>	(246 407)
<b>Marge brute</b>	<b>35 215</b>	37 820	<b>61 613</b>	64 003
<b>Marge brute en pourcentage</b>	<b>23,0 %</b>	22,4 %	<b>20,9 %</b>	20,6 %
Charges d'exploitation (montant net)	<b>(20 760)</b>	(21 457)	<b>(40 285)</b>	(41 194)
Coûts liés aux transactions, à la réorganisation et à l'intégration	<b>(3 000)</b>	(667)	<b>(5 836)</b>	(2 874)
<b>Bénéfice d'exploitation</b>	<b>11 455</b>	15 696	<b>15 492</b>	19 935
Autres produits (montant net)	<b>160</b>	314	<b>823</b>	334
Quote-part de la perte des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	—	—	—	(360)
Charges financières (montant net)	<b>(3 782)</b>	(4 465)	<b>(8 122)</b>	(8 392)
<b>Bénéfice avant impôt sur le résultat</b>	<b>7 833</b>	11 545	<b>8 193</b>	11 517
Charge d'impôt sur le résultat	<b>(2 521)</b>	(3 075)	<b>(1 021)</b>	(1 970)
<b>Bénéfice net</b>	<b>5 312</b>	8 470	<b>7 172</b>	9 547
<b>BAIIA ajusté<sup>1)</sup></b>	<b>26 777</b>	28 521	<b>45 846</b>	45 787
<b>Marge du BAIIA ajusté<sup>1)</sup></b>	<b>17,5 %</b>	16,9 %	<b>15,6 %</b>	14,8 %
<b>BAII ajusté<sup>1)</sup></b>	<b>14 455</b>	16 363	<b>21 328</b>	22 809
<b>Bénéfice net ajusté<sup>1)</sup></b>	<b>9 462</b>	10 291	<b>14 062</b>	14 719
<b>Résultat par action (en \$) :</b>				
De base	<b>0,10</b>	0,16	<b>0,13</b>	0,18
Dilué	<b>0,10</b>	0,16	<b>0,13</b>	0,18
De base ajusté <sup>1)</sup>	<b>0,17</b>	0,19	<b>0,26</b>	0,27
Dilué ajusté <sup>1)</sup>	<b>0,17</b>	0,19	<b>0,26</b>	0,27
<b>Données sur les flux de trésorerie</b>				
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	<b>32 895</b>	14 518	<b>24 018</b>	9 380
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement (Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement	<b>(7 221)</b>	(15 700)	<b>(22 769)</b>	(73 198)
	<b>(435)</b>	6 266	<b>33 626</b>	66 055
<b>Flux de trésorerie disponibles ajustés<sup>1)</sup></b>	<b>27 672</b>	9 398	<b>11 515</b>	2 104
<b>Données tirées de l'état de la situation financière (à la clôture de la période)<sup>2) 3)</sup> :</b>	<b>T2 2020</b>	<b>Exercice 2019</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>110 186</b>	77 731		
Immobilisations corporelles et actifs au titre de droits d'utilisation	<b>322 773</b>	336 739		
Total des actifs	<b>923 714</b>	901 689		
Total des prêts et emprunts et des obligations locatives	<b>405 361</b>	373 776		
Total des passifs	<b>551 476</b>	529 552		
Total des capitaux propres	<b>372 238</b>	372 137		
<b>Dettes nette<sup>1)</sup></b>	<b>296 563</b>	297 438		

1) À titre de complément aux données financières présentées conformément aux IFRS, nous utilisons les mesures financières non conformes aux IFRS additionnelles suivantes. Nous avons inclus des définitions pour chacune de ces mesures financières dans la rubrique « **Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS** » du présent rapport de gestion.

2) Les données tirées de l'état de la situation financière présentées sont au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019.

3) L'état consolidé de la situation financière de 2019 a été retraité afin de tenir compte des ajustements de la juste valeur de 2,5 millions de dollars au titre de l'acquisition de Loomans.



## Principaux faits saillants et principales transactions ayant eu une incidence sur les résultats de la période

Les principaux événements et les principales transactions ayant eu une incidence sur les résultats de la Société pour le deuxième trimestre de 2020 comparativement au deuxième trimestre de 2019 comprennent les éléments suivants :

- les produits ont diminué de 9,1 % pour s'établir à 153,3 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, comparativement à 168,6 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2019. La diminution des produits traduit avant tout la baisse des volumes de ventes dans le secteur EGFE en Amérique du Nord, le transfert des réductions de prix des résines, le ralentissement des ventes de Macrotrac et de contenants pour le marché de l'automobile de même que les prix moindres des contenants pour le marché agricole dans le secteur SER, le tout combiné aux variations de change défavorables. Ces facteurs ont été contrebalancés par la hausse des volumes de ventes de contenants environnementaux dans le secteur EGFE en Europe et par la croissance du volume dans nos secteurs SEC en Amérique du Nord et en Europe;
- certaines filiales du Groupe ont demandé une aide financière en raison de la COVID-19, notamment au Canada par l'entremise de la Subvention salariale d'urgence du Canada (la « SSUC »). Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020, des subventions sur les salaires de 4,0 millions de dollars obtenues de ce programme de subvention salariale et de programmes similaires dans d'autres territoires ont été comptabilisées. Ces subventions ont été comptabilisées à titre de réduction dans les coûts de la main-d'œuvre connexes engagés par le Groupe, et dans le coût des ventes et les charges d'exploitation (montant net), selon le cas;
- la marge brute, le BAIIA ajusté, et le BAII ajusté ont tous reculé au deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019. Ces reculs s'expliquent principalement par la baisse des produits, le calendrier de transfert des réductions de prix des résines et les variations de change défavorables, contrés en partie par une diminution du coût des intrants de résine et les baisses du coût de la main-d'œuvre et des autres frais de vente et charges générales et administratives, y compris l'incidence de la SSUC susmentionnée;
- le bénéfice net s'est établi à 5,3 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, contre un bénéfice net de 8,5 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019. Le recul du bénéfice net s'explique avant tout par un apport moindre découlant de la baisse des produits et une augmentation des coûts liés aux transactions, à la réorganisation et à l'intégration découlant essentiellement des coûts supplémentaires engagés au deuxième trimestre de 2020 liés à la restructuration, aux licenciements et aux indemnités, facteurs contrebalancés en partie par une diminution des charges d'exploitation, des charges financières et de la charge d'impôt sur le résultat. Le bénéfice net ajusté a reculé de 0,8 million de dollars pour se fixer à 9,5 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020;
- le résultat dilué par action s'est replié de 0,06 \$ pour atteindre 0,10 \$ au deuxième trimestre de 2020, par rapport à 0,16 \$ au deuxième trimestre de 2019. Le résultat dilué par action ajusté a diminué de 0,02 \$ pour s'établir à 0,17 \$ au deuxième trimestre de 2020, en regard de 0,19 \$ au deuxième trimestre de 2019;
- les sorties de trésorerie affectées à l'achat d'immobilisations corporelles se sont chiffrées à 7,3 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2020 (15,1 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2019), une tranche de 3,3 millions de dollars ayant trait aux dépenses d'investissement liées aux stratégies et au développement et une tranche de 4,0 millions de dollars représentant des dépenses d'investissement de maintien;
- les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont améliorées de 18,4 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020 pour s'établir à 32,9 millions de dollars, comparativement à des entrées nettes de 14,5 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019. Les flux de trésorerie disponibles ajustés ont augmenté de 18,3 millions de dollars, passant de 9,4 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019 à 27,7 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020;
- la dette nette a diminué, passant de 297,4 millions de dollars au 31 décembre 2019 à 296,6 millions de dollars au 30 juin 2020, ce qui traduit en grande partie les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation, compte non tenu des variations du fonds de roulement et des variations de change favorables sur le solde de la dette nette, facteurs atténués par les hausses saisonnières du fonds de roulement, les prélèvements sur les emprunts pour financer l'acquisition des activités commerciales et des actifs d'une entreprise de moulage par injection située au Royaume-Uni et les dépenses d'investissement en cours;
- le ratio d'endettement financier de la Société, qui s'entend du ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté des 12 derniers mois, y compris la période préalable à l'acquisition d'une entreprise de moulage par injection située au Royaume-Uni mentionnée ci-après, s'établissait à 3,22 fois au 30 juin 2020, ce qui représente une hausse par rapport au ratio de 3,18 fois au 31 décembre 2019 et une baisse par rapport au ratio de 3,35 fois au 31 mars 2020.

## Résumé des résultats d'exploitation

Les données financières historiques pour les trimestres clos le 30 juin 2020 et le 30 juin 2019, résumées ci-après, sont tirées de nos états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités ainsi que des notes y afférentes pour la période close le 30 juin 2020, qui ont été établis conformément aux IFRS. Nos résultats historiques ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats devant être attendus pour toute période future.

### Résultats d'exploitation pour le deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019

#### Produits

<i>(en milliers de dollars)</i>	<i>Trimestres clos les 30 juin</i>		Variation	Variation (%)
	2020	2019		
<b>Produits</b>	<b>153 317</b>	168 629	(15 312)	(9,1) %
Solutions d'emballage grand format et environnementales	<b>64 134</b>	77 570	(13 436)	(17,3) %
Amérique du Nord	<b>37 377</b>	52 521	(15 144)	(28,8) %
Europe	<b>26 757</b>	25 049	1 708	6,8 %
Solutions d'emballage de produits de consommation	<b>63 533</b>	59 618	3 915	6,6 %
Amérique du Nord	<b>41 287</b>	38 299	2 988	7,8 %
Europe	<b>22 246</b>	21 319	927	4,4 %
Solutions d'emballage réutilisable	<b>23 846</b>	26 471	(2 625)	(9,9) %
Autres	<b>1 804</b>	4 970	(3 166)	(63,7) %

Les produits se sont établis à 153,3 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, par rapport à 168,6 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019, soit une baisse de 15,3 million de dollars, ou de 9,1 %, qui s'explique essentiellement par un fléchissement des volumes de ventes dans le secteur EGFE en Amérique du Nord, le transfert des réductions de prix des résines, le ralentissement des ventes de MacroTrac et de contenants pour le marché de l'automobile de même que les prix moindres des contenants pour le marché agricole dans le secteur SER, le tout combiné aux variations de change défavorables.. Ces facteurs ont été contrebalancés par la hausse des volumes de ventes de contenants environnementaux dans le secteur EGFE en Europe et par la croissance du volume dans nos secteurs SEC en Amérique du Nord et en Europe.

Les produits du secteur EGFE se sont fixés à 64,1 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020 (37,4 millions de dollars en Amérique du Nord et 26,8 millions de dollars en Europe), en baisse de 13,4 millions de dollars, ou de 17,3 %, par rapport au deuxième trimestre de 2019. La baisse de 15,1 millions de dollars des produits du secteur EGFE sur le marché nord-américain s'explique en grande partie par le recul des volumes de ventes, le transfert des variations de prix des résines aux clients, les variations de change défavorables et la cession des activités de Remer en août 2019. Les activités européennes ont généré des produits de 26,8 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, soit une hausse de 1,7 million de dollars par rapport à ceux de 25,0 millions de dollars enregistrés au deuxième trimestre de 2019. L'accroissement des produits du secteur EGFE en Europe au deuxième trimestre de 2020 par rapport à ceux du deuxième trimestre de 2019 traduit en grande partie l'augmentation des déploiements de nouveaux contenants environnementaux au cours du trimestre considéré et la croissance interne soutenue du volume dans la catégorie de l'emballage en vrac, contrées en partie par la diminution des volumes dans la catégorie des produits industriels.

Les produits du secteur SEC ont totalisé 63,5 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020 (41,3 millions de dollars en Amérique du Nord et 22,2 millions de dollars en Europe), ce qui représente une hausse de 3,9 millions de dollars, ou de 6,6 %, en regard des produits de 59,6 millions de dollars enregistrés au deuxième trimestre de 2019. Les activités nord-américaines ont généré des produits de 41,3 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, ce qui représente une hausse de 3,0 millions de dollars par rapport à ceux de 38,3 millions de dollars enregistrés au deuxième trimestre de 2019. Cette hausse traduit la croissance du volume des activités principales d'emballage de produits de consommation au deuxième trimestre de 2020. Celle-ci a toutefois été contrebalancée par la baisse des produits attribuable au transfert des réductions de prix des résines aux clients. La croissance des produits du secteur SEC en Europe s'est établie à 0,9 million de dollars au deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019. L'augmentation des produits du secteur SEC en Europe est principalement attribuable à la hausse des volumes de ventes dans le secteur de l'électronique et a été atténuée par une diminution de la demande de clients importants dans le secteur de l'emballage de produits de consommation. Les fluctuations des cours de change ont eu une incidence défavorable en Europe comme en Amérique du Nord au deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019.

Les produits du secteur SER se sont établis à 23,8 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, en baisse de 2,6 millions de dollars par rapport à 26,5 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019. Le fléchissement des produits du secteur SER par rapport au deuxième trimestre de 2019 s'explique en grande partie par le recul des prix des contenants pour le marché agricole et la baisse des volumes de ventes du produit de revêtement de sol temporaire MacroTrac et des contenants pour le

marché de l'automobile. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse des volumes de ventes de contenants pour le marché agricole.

### Coût des ventes

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Variation	Variation (%)
	2020	2019		
<b>Coût des ventes</b>	<b>(118 102)</b>	(130 809)	12 707	(9,7) %
Solutions d'emballage grand format et environnementales	(48 468)	(61 844)	13 376	(21,6) %
Solutions d'emballage de produits de consommation	(48 368)	(46 352)	(2 016)	4,3 %
Solutions d'emballage réutilisable	(19 496)	(18 905)	(591)	3,1 %
Autres	(1 770)	(3 708)	1 938	(52,3) %
<b>Coût des ventes (% des produits)</b>	<b>(77,0) %</b>	(77,6) %	(0,6) %	0,8 %
Solutions d'emballage grand format et environnementales	(75,6) %	(79,7) %	4,1 %	(5,1) %
Solutions d'emballage de produits de consommation	(76,1) %	(77,7) %	1,6 %	(2,1) %
Solutions d'emballage réutilisable	(81,8) %	(71,4) %	(10,4) %	14,6 %
Autres	(98,1) %	(74,6) %	(23,5) %	31,5 %

Le coût des ventes s'est établi à 118,1 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2020 par rapport à 130,8 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2019, ce qui représente une baisse de 12,7 millions de dollars, ou de 9,7 %. Le coût des ventes en pourcentage des produits s'est chiffré à 77,0 % pour le deuxième trimestre de 2020, comparativement à 77,6 % pour le deuxième trimestre de 2019. La diminution du coût des ventes au deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019 s'explique surtout par la baisse des produits dont il est question dans la section précédente, la diminution des prix des résines et un crédit de 3,2 millions de dollars au titre de la Subvention salariale d'urgence du Canada (la « SSUC ») mise en place en réponse à la COVID-19, facteurs contrés par la hausse des volumes de ventes dans le secteur SEC et l'augmentation des coûts de la main-d'œuvre et autres coûts.

Le coût des ventes de notre secteur EGFE a diminué de 13,4 millions de dollars et est passé de 79,7 % des produits au deuxième trimestre de 2019 à 75,6 % des produits au deuxième trimestre de 2020. La baisse du coût des ventes total est essentiellement attribuable aux diminutions des prix des résines et des produits en Amérique du Nord comme il est mentionné dans la section ci-dessus. En Amérique du Nord, la baisse des prix des résines s'est traduite par une baisse du coût des ventes en pourcentage des produits, ainsi que par une amélioration du pourcentage de la marge bénéficiaire brute. Un crédit de 1,9 million de dollars lié à la SSUC a également contribué à diminuer le coût des ventes en regard du deuxième trimestre de 2019. Le coût des ventes de nos activités européennes a augmenté du fait de la hausse des produits susmentionnée, contrée par la baisse des prix des résines pour la période, laquelle a eu une incidence favorable sur le coût des ventes en pourcentage des produits.

Le coût des ventes de notre secteur SEC a augmenté de 2,0 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, tandis que le coût des ventes en pourcentage des produits a reculé de 1,6 %, passant de 77,7 % pour le deuxième trimestre de 2019 à 76,1 % pour le deuxième trimestre de 2020. Le coût des ventes a augmenté dans le secteur SEC en Amérique du Nord et en Europe en raison de la croissance des volumes de ventes dont il est question dans la section précédente et de la hausse des coûts de la main-d'œuvre et autres coûts, contrebalancées par des réductions du prix des résines et de l'obtention d'un montant de 1,3 million de dollars au titre de la SSUC.

Le coût des ventes du secteur SER s'est établi à 19,5 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, contre 18,9 millions de dollars, au deuxième trimestre de 2019, soit une hausse de 0,6 million de dollars. La hausse du coût des ventes s'explique essentiellement par la variation de la composition des ventes par rapport au deuxième trimestre de 2019, caractérisée par une augmentation des volumes de ventes de produits présentant des coûts plus élevés, ce qui a également contribué à une croissance en pourcentage des produits, passant de 71,4 % au deuxième trimestre de 2019 à 81,8 % au deuxième trimestre de 2020. La montée du coût des ventes a été atténuée par l'incidence des baisses du prix du polypropylène par rapport au deuxième trimestre de 2019.

Les coûts totaux liés aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles (pris en compte dans le coût des ventes et les charges d'exploitation) ont augmenté de 0,1 million de dollars, passant de 12,2 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019 à 12,3 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, en grande partie du fait des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles supplémentaires attribuables à l'acquisition d'une entreprise de moulage par injection située au Royaume-Uni.

## Charges d'exploitation

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Variation	Variation (%)
	2020	2019		
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>(20 760)</b>	<b>(21 457)</b>	697	(3,2) %
Solutions d'emballage grand format et environnementales	(8 168)	(7 665)	(503)	6,6 %
Solutions d'emballage de produits de consommation	(5 657)	(5 210)	(447)	8,6 %
Solutions d'emballage réutilisable	(2 937)	(3 855)	918	(23,8) %
Autres	(3 998)	(4 727)	729	(15,4) %
<b>Charges d'exploitation en pourcentage des produits</b>	<b>(13,5) %</b>	<b>(12,7) %</b>	(0,8) %	6,3 %
Solutions d'emballage grand format et environnementales	(12,7) %	(9,9) %	(2,8) %	28,3 %
Solutions d'emballage de produits de consommation	(8,9) %	(8,7) %	(0,2) %	2,3 %
Solutions d'emballage réutilisable	(12,3) %	(14,6) %	2,3 %	(15,8) %
Autres	(221,6) %	(95,1) %	(126,5) %	133,0 %

Les charges d'exploitation se sont établies à 20,8 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, comparativement à 21,5 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019, ce qui représente une baisse de 0,7 million de dollars, ou de 3,2 %, essentiellement attribuable à un crédit de 0,6 million de dollars au titre de la SSUC dans le secteur EGFE en Amérique du Nord et dans le secteur SEC en Amérique du Nord, aux fluctuations favorables des cours de change et aux mesures prises dans le secteur SER pour rationaliser les coûts fixes, contrebalancés en partie par la hausse des coûts de la main-d'œuvre et des autres charges d'exploitation. Les charges d'exploitation en pourcentage des produits se sont chiffrées à 13,5 % au deuxième trimestre de 2020, ce qui représente une hausse de 0,8 % par rapport à celles de 12,7 % enregistrées au deuxième trimestre de 2019.

Les charges d'exploitation de notre secteur EGFE ont augmenté de 0,5 million de dollars pour s'établir à 8,2 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, essentiellement du fait de l'incidence défavorable des fluctuations des cours de change au deuxième trimestre de 2020 en regard du deuxième trimestre de 2019, compensée par un crédit de 0,5 million de dollars au titre de la SSUC en Amérique du Nord et d'une réduction des coûts de la main-d'œuvre et des provisions pour créances douteuses. En pourcentage des produits, les charges d'exploitation ont été portées de 9,9 % au deuxième trimestre de 2019 à 12,7 % au deuxième trimestre de 2020, en raison des facteurs susmentionnés.

Les charges d'exploitation du secteur SEC se sont accrues de 0,4 million de dollars au deuxième trimestre de 2020, essentiellement du fait de la hausse des coûts de la main-d'œuvre et des autres frais de vente et charges générales et administratives. Ces hausses ont été neutralisées en partie par les fluctuations favorables des cours de change au deuxième trimestre de 2020 en regard du deuxième trimestre de 2019 et par un crédit de 0,1 million de dollars au titre de la SSUC en Amérique du Nord.

Les charges d'exploitation du secteur SER se sont établies à 2,9 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, en baisse de 0,9 million de dollars par rapport au deuxième trimestre de 2019. Cette baisse est en grande partie attribuable à l'incidence des mesures de restructuration et de licenciement prises afin de rationaliser les frais de vente et charges générales et administratives fixes en 2020 en réponse à l'évaluation de l'incidence de la COVID-19 sur les activités du secteur SER.

Les charges d'exploitation du secteur « Autres » se sont établies à 4,0 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, ce qui comprend des frais généraux du siège social de 3,8 millions de dollars (4,3 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019) et des charges d'exploitation de 0,2 million de dollars (0,4 million de dollars au deuxième trimestre de 2019) au titre des activités de recyclage de Metals U.K.

## Coûts liés aux transactions, à la réorganisation et à l'intégration

Les coûts liés aux transactions, à la réorganisation et à l'intégration pour les deuxièmes trimestres de 2020 et de 2019 sont constitués de coûts liés à l'acquisition et à la réorganisation des activités.

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Variation	Variation (%)
	2020	2019		
Coûts de réorganisation des activités	(2 851)	(486)	(2 365)	486,6 %
Coûts liés aux acquisitions	(149)	(181)	32	(17,7) %
<b>Coûts liés aux transactions, à la réorganisation et à l'intégration</b>	<b>(3 000)</b>	<b>(667)</b>	<b>(2 333)</b>	<b>349,8 %</b>

Les coûts liés aux transactions, à la réorganisation et à l'intégration se sont établis à 3,0 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020 et comprennent essentiellement des coûts de réorganisation des activités liés à la restructuration, aux

licenciements et aux indemnités. Au deuxième trimestre de 2020, un montant de 2,9 millions de dollars a été engagé au titre des coûts liés à la réorganisation des activités relativement aux activités de restructuration de la gestion, des licenciements et des indemnités, des activités de réorganisation de l'entreprise, y compris la rationalisation des entités juridiques, de même que d'autres montants au titre des mesures de restructuration mises en place dans le secteur SEC en Europe au cours du premier trimestre de 2020, et des coûts au titre des licenciements dans le secteur EGFE en Amérique du Nord.

Les coûts liés aux transactions, à la réorganisation et à l'intégration se sont établis à 0,7 million de dollars au deuxième trimestre de 2019 et se rapportaient essentiellement à des coûts de réorganisation des activités liés à la restructuration et aux licenciements dans le secteur EGFE en Amérique du Nord. Des coûts liés aux acquisitions de 0,2 million de dollars ont été comptabilisés pour le deuxième trimestre de 2019, essentiellement au titre de l'acquisition de Loomans.

### *Charges financières*

<i>(en milliers de dollars)</i>	<i>Trimestres clos les 30 juin</i>		<i>Variation</i>	<i>Variation (%)</i>
	<b>2020</b>	2019		
<b>Charges financières</b>	<b>(3 782)</b>	(4 465)	683	(15,3) %

Les charges financières ont diminué de 0,7 million de dollars pour s'établir à 3,8 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020 (4,5 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019), ce qui est en grande partie attribuable à la baisse du taux d'intérêt moyen payé au deuxième trimestre de 2020 en regard du deuxième trimestre de 2019, facteur annulé en partie par le niveau plus élevé des emprunts au deuxième trimestre de 2020. Le taux d'intérêt moyen payé par la Société au deuxième trimestre de 2020 s'est élevé à 3,4 % (4,5 % au deuxième trimestre de 2019). La variation du taux d'intérêt moyen payé est attribuable principalement à la baisse des taux d'intérêt de base et des marges payables par le Groupe au deuxième trimestre de 2020 en regard du deuxième trimestre de 2019.

### *Impôt sur le résultat*

<i>(en milliers de dollars)</i>	<i>Trimestres clos les 30 juin</i>		<i>Variation</i>	<i>Variation (%)</i>
	<b>2020</b>	2019		
<b>Impôt sur le résultat</b>	<b>(2 521)</b>	(3 075)	554	(18,0) %

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 2,5 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, par rapport à 3,1 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019, soit une baisse de 0,6 million de dollars du fait surtout d'une diminution de 3,7 millions de dollars du bénéfice avant impôt et aux ajustements apportés aux estimations de l'exercice précédent dans certaines entités du Groupe. La charge d'impôt de 3,1 millions de dollars comptabilisée au deuxième trimestre de 2019 était attribuable à une augmentation du bénéfice avant impôt et de la réévaluation des montants comptabilisés à l'égard de l'impôt.

### *Bénéfice net*

<i>(en milliers de dollars)</i>	<i>Trimestres clos les 30 juin</i>		<i>Variation</i>	<i>Variation (%)</i>
	<b>2020</b>	2019		
<b>Bénéfice net</b>	<b>5 312</b>	8 470	(3 158)	(37,3) %

Un bénéfice net de 5,3 millions de dollars a été inscrit pour le deuxième trimestre de 2020, en regard d'un bénéfice de 8,5 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2019, soit une baisse de 3,2 millions de dollars. Cette baisse s'explique surtout par un apport moindre attribuable à la faiblesse des ventes et par une augmentation des coûts liés aux transactions, à la réorganisation et à l'intégration susmentionnée, contrebalancés par une baisse des charges d'exploitation, des charges financières et de la charge d'impôt sur le résultat.



## BAIIA ajusté

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trimestres clos les 30 juin		Variation	Variation (%)
	2020	2019		
<b>BAIIA ajusté<sup>1)</sup></b>	<b>26 777</b>	28 521	(1 744)	(6,1) %
Solutions d'emballage grand format et environnementales	12 409	12 809	(400)	(3,1) %
Solutions d'emballage de produits de consommation	13 998	12 308	1 690	13,7 %
Solutions d'emballage réutilisable	3 804	6 453	(2 649)	(41,1) %
Autres	(3 434)	(3 049)	(385)	12,6 %
<b>Marge du BAIIA ajusté<sup>1)</sup> (% des produits)</b>	<b>17,5 %</b>	16,9 %	0,6 %	3,6 %
Solutions d'emballage grand format et environnementales	19,3 %	16,5 %	2,8 %	17,0 %
Solutions d'emballage de produits de consommation	22,0 %	20,6 %	1,4 %	6,8 %
Solutions d'emballage réutilisable	16,0 %	24,4 %	(8,4) %	(34,4) %

1) Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS qui font l'objet d'un rapprochement avec le bénéfice net, comme il est décrit en détail à la rubrique « **Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS** » du présent rapport de gestion.

Le BAIIA ajusté s'est établi à 26,8 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2020, contre 28,5 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2019, en recul de 1,7 million de dollars, ou de 6,1 %. Le recul du BAIIA ajusté est attribuable surtout à la baisse des produits et à l'incidence défavorable de la composition des produits dans le secteur SER, contrées par une diminution des coûts des intrants de résine et une réduction des coûts de la main-d'œuvre et des frais de vente et charges générales et administratives. Les marges du BAIIA ajusté se sont accrues, passant de 16,9 % au deuxième trimestre de 2019 à 17,5 % au deuxième trimestre de 2020, tous les secteurs ayant affiché une amélioration à l'exception du secteur SER qui a subi l'incidence de la composition des ventes comme il a été susmentionné dans la section sur le coût des ventes.

Le BAIIA ajusté du secteur EGFE a diminué de 0,4 million de dollars pour le deuxième trimestre de 2020, en raison principalement des facteurs mentionnés plus haut dans les sections sur les produits et le coût des ventes du présent rapport de gestion. La marge du BAIIA ajusté du secteur EGFE a été portée à 19,3 % au deuxième trimestre de 2020, par rapport à 16,5 % au deuxième trimestre de 2019. L'amélioration enregistrée au deuxième trimestre de 2020 s'explique surtout par un crédit de 2,4 millions de dollars au titre de la SSUC, une baisse des coûts des intrants de résine et une réduction des coûts de la main-d'œuvre et des provisions pour créances douteuses. Les fluctuations du change ont eu une incidence défavorable en Amérique du Nord au deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019.

Au deuxième trimestre de 2020, le BAIIA ajusté du secteur SEC s'est établi à 14,0 millions de dollars, en hausse de 1,7 million de dollars par rapport à 12,3 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019. L'accroissement du BAIIA ajusté s'explique en grande partie par la croissance interne continue sur le marché nord-américain et par un crédit de 1,4 million de dollars au titre de la SSUC, facteurs atténués par le recul des prix des résines et l'augmentation des coûts de la main-d'œuvre et autres coûts. La marge du BAIIA ajusté a été portée de 20,6 % au deuxième trimestre de 2019 à 22,0 % au deuxième trimestre de 2020, surtout en raison des facteurs susmentionnés.

Le BAIIA ajusté du secteur SER a totalisé 3,8 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, par rapport à 6,5 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019, en baisse de 2,6 millions de dollars. La marge du BAIIA ajusté s'est établie à 16,0 % au deuxième trimestre de 2020, soit une diminution de 8,4 % par rapport à celle de 24,4 % enregistrée au deuxième trimestre de 2019. La marge du BAIIA ajusté s'est détériorée en raison surtout des facteurs mentionnés dans les sections sur les produits et le coût des ventes du présent rapport de gestion, neutralisés par les mesures prises afin de rationaliser les frais de vente et charges générales et administratives fixes au deuxième trimestre de 2020 en réponse à l'évaluation de l'incidence de la COVID-19 sur les activités du secteur SER.

Le secteur « Autres » tient compte de l'apport de 0,1 million de dollars qu'a eu au deuxième trimestre de 2020 (1,0 million de dollars au deuxième trimestre de 2019) le BAIIA ajusté de l'entreprise de recyclage de métaux située au Royaume-Uni, neutralisé en partie par les frais généraux du siège social de (3,5) millions de dollars [(4,0) millions de dollars au deuxième trimestre de 2019].



## BAlI ajusté

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Variation	Variation (%)
	2020	2019		
<b>BAlI ajusté<sup>1)</sup></b>	<b>14 455</b>	<b>16 363</b>	<b>(1 908)</b>	<b>(11,7) %</b>
Solutions d'emballage grand format et environnementales	7 498	8 061	(563)	(7,0) %
Solutions d'emballage de produits de consommation	9 508	8 058	1 450	18,0 %
Solutions d'emballage réutilisable	1 413	3 712	(2 299)	(61,9) %
Autres	(3 964)	(3 468)	(496)	14,3 %

1) Le BAlI ajusté est une mesure non conforme aux IFRS qui fait l'objet d'un rapprochement avec le bénéfice net, comme il est décrit en détail à la rubrique « **Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS** » du présent rapport de gestion.

Le BAlI ajusté s'est établi à 14,5 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, par rapport à 16,4 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019, soit une baisse de 1,9 million de dollars qui s'explique en grande partie par les mêmes facteurs que ceux décrits à l'analyse du BAlIA ajusté, neutralisée par l'augmentation de 0,1 million de dollars des coûts liés aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, qui ont été portés de 12,2 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019 à 12,3 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, en raison essentiellement d'amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles supplémentaires attribuables à l'acquisition d'une entreprise de moulage par injection située au Royaume-Uni.

## Résultats d'exploitation pour le premier semestre de 2020 par rapport au premier semestre de 2019

### Produits

(en milliers de dollars)	Semestres clos les 30 juin		Variation	Variation (%)
	2020	2019		
<b>Produits</b>	<b>294 370</b>	<b>310 410</b>	<b>(16 040)</b>	<b>(5,2) %</b>
Solutions d'emballage grand format et environnementales	127 178	151 762	(24 584)	(16,2) %
Amérique du Nord	74 647	98 962	(24 315)	(24,6) %
Europe	52 531	52 800	(269)	(0,5) %
Solutions d'emballage de produits de consommation	121 807	104 902	16 905	16,1 %
Amérique du Nord	79 069	73 125	5 944	8,1 %
Europe	42 738	31 777	10 961	34,5 %
Solutions d'emballage réutilisable	39 526	43 059	(3 533)	(8,2) %
Autres	5 859	10 687	(4 828)	(45,2) %

Les produits se sont établis à 294,4 millions de dollars au premier semestre de 2020, en baisse de 16,0 millions de dollars, ou de 5,2 %, par rapport à 310,4 millions de dollars au premier semestre de 2019. La baisse s'explique avant tout par la réduction des volumes de ventes dans le secteur EGFE en Amérique du Nord, la diminution des ventes de MacroTrac dans le secteur SER, le calendrier de transfert des réductions de prix des résines et des fluctuations défavorables des cours de change attribuables au raffermissement du dollar américain. Ces diminutions ont été contrebalancées par l'apport de 12,4 millions de dollars au premier trimestre de 2020 qu'a eu l'acquisition de Loomans réalisée à la fin du premier trimestre de 2019 et par la croissance interne continue du volume, essentiellement dans notre secteur SEC en Amérique du Nord.

Les produits du secteur EGFE se sont fixés à 127,2 millions de dollars pour le premier semestre de 2020 (74,6 millions de dollars en Amérique du Nord et 52,5 millions de dollars en Europe), en baisse de 24,6 millions de dollars, ou de 16,2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice 2019. La baisse de 24,3 millions de dollars des produits du secteur EGFE en Amérique du Nord s'explique en grande partie par le recul des volumes de ventes de produits environnementaux et de produits d'emballage en vrac, le transfert des variations de prix des résines aux clients, les fluctuations défavorables des cours de change, et la cession des activités de Remer en août 2019. Les activités européennes ont généré des produits de 52,5 millions de dollars au premier semestre de 2020, soit une baisse de 0,3 million de dollars par rapport à ceux de 52,8 millions de dollars enregistrés au premier semestre de 2019, laquelle est attribuable au transfert des variations de prix des résines aux clients et à une diminution des volumes de ventes des produits industriels, facteurs contrebalancés par la solide performance dans la catégorie des contenants environnementaux et la croissance continue des produits d'emballage en vrac.

Les produits du secteur SEC se sont établis à 121,8 millions de dollars au premier semestre de 2020 (79,1 millions de dollars en Amérique du Nord et 42,7 millions de dollars en Europe), en hausse de 16,9 millions de dollars ou de 16,1 %. La croissance sur le marché nord-américain traduit en grande partie l'augmentation du volume des activités principales d'emballage, annulée par l'incidence de la baisse des produits du fait du calendrier de transfert des réductions de prix des résines. La croissance pour notre secteur SEC en Europe s'explique d'abord et avant tout par l'apport de 12,4 millions de dollars qu'a eu l'acquisition de Loomans, neutralisé par une réduction de la demande de la part de clients importants du secteur de l'emballage de produits de

consommation. Les fluctuations des cours de change ont eu une incidence défavorable en Europe comme en Amérique du Nord pour le premier semestre de 2020 par rapport au premier semestre de 2019.

Les produits du secteur SER se sont établis à 39,5 millions de dollars au premier semestre de 2020, en baisse de 3,5 millions de dollars par rapport à 43,1 millions de dollars au premier semestre de 2019. Le fléchissement des produits du secteur SER s'explique en grande partie par la baisse des ventes du produit de revêtement de sol temporaire MacroTrac et des contenants pour le marché de l'automobile, ainsi que par les ajustements du prix de vente des contenants pour le marché agricole mis en place au deuxième trimestre de 2020.

### Coût des ventes

<i>(en milliers de dollars)</i>	<i>Semestres clos les 30 juin</i>		Variation	Variation (%)
	2020	2019		
<b>Coût des ventes</b>	<b>(232 757)</b>	(246 407)	13 650	(5,5) %
Solutions d'emballage grand format et environnementales	<b>(99 583)</b>	(122 204)	22 621	(18,5) %
Solutions d'emballage de produits de consommation	<b>(95 457)</b>	(82 888)	(12 569)	15,2 %
Solutions d'emballage réutilisable	<b>(32 878)</b>	(33 584)	706	(2,1) %
Autres	<b>(4 839)</b>	(7 731)	2 892	(37,4) %
<b>Coût des ventes (% des produits)</b>	<b>(79,1) %</b>	(79,4) %	0,3 %	(0,4) %
Solutions d'emballage grand format et environnementales	<b>(78,3) %</b>	(80,5) %	2,2 %	(2,7) %
Solutions d'emballage de produits de consommation	<b>(78,4) %</b>	(79,0) %	0,6 %	(0,8) %
Solutions d'emballage réutilisable	<b>(83,2) %</b>	(78,0) %	(5,2) %	6,7 %
Autres	<b>(82,6) %</b>	(72,3) %	(10,3) %	14,2 %

Le coût des ventes s'est établi à 232,8 millions de dollars pour le premier semestre de 2020 par rapport à 246,4 millions de dollars pour le premier semestre de 2019, ce qui représente une baisse de 13,7 millions de dollars, ou de 5,5 %. Le coût des ventes en pourcentage des produits s'est chiffré à 79,1 % pour le premier semestre de 2020, comparativement à 79,4 % pour le premier semestre de 2019. La réduction du coût des ventes pour le premier semestre de 2020 en regard du premier semestre de 2019 s'explique en grande partie par la baisse des produits dont il est question dans la section précédente, par l'incidence de l'appréciation du dollar américain et par la diminution des prix des résines. Ces facteurs ont été atténués par l'augmentation de 10,0 millions de dollars du coût des ventes attribuable à l'acquisition de Loomans et par la hausse des coûts de la main-d'œuvre.

Le coût des ventes de notre secteur EGFE a diminué de 22,6 millions de dollars et est passé de 80,5 % des produits au premier semestre de 2019 à 78,3 % des produits au premier semestre de 2020. La baisse est essentiellement attribuable à la diminution des produits de ce secteur en Amérique du Nord. La réduction de prix des résines a permis d'accroître les économies liées aux résines alors qu'une diminution des frais de transport et des mesures d'amélioration opérationnelle ont également contribué à la diminution du coût des ventes des activités nord-américaines. Ces facteurs ont également concouru à la baisse du coût des ventes en pourcentage des produits et à l'amélioration de la marge brute. Le coût des ventes de nos activités européennes a généralement diminué du fait de l'incidence des baisses de prix des résines pour le semestre, ce qui a également donné lieu à une baisse du coût des ventes en pourcentage des produits.

Le coût des ventes de notre secteur SEC a augmenté de 12,6 millions de dollars, ou de 15,2 %, au premier semestre de 2020, tandis que le coût des ventes en pourcentage des produits a reculé de 0,6 %, passant de 79,0 % pour le premier semestre de 2019 à 78,4 % pour le premier semestre de 2020. La hausse du coût des ventes s'explique d'abord et avant tout par les coûts additionnels de 10,0 millions de dollars découlant de l'acquisition de Loomans en regard du premier semestre de 2019. Dans le reste des activités européennes, le coût des ventes a diminué pour le premier semestre de 2020 en regard du premier semestre de 2019, ce qui s'explique en grande partie par la baisse des produits dont il est question dans la section précédente. Du côté de nos activités nord-américaines, la hausse du coût des ventes découle de la croissance continue des volumes dans les activités principales d'emballage et de l'augmentation des coûts de la main-d'œuvre et autres coûts, neutralisées par le déclin des prix des résines par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Le coût des ventes du secteur SER s'est établi à 32,9 millions de dollars, ou à 83,2 % des produits, pour le premier semestre de 2020, contre 33,6 millions de dollars, ou 78,0 % des produits, pour le premier semestre de 2019, en baisse de 0,7 million de dollars. La diminution du coût des ventes s'explique essentiellement par la réduction des produits au premier semestre de 2020 et par l'incidence des baisses du prix du polypropylène. La hausse en pourcentage des produits au cours du premier semestre de 2020 découle de la composition des produits, caractérisée par une augmentation des volumes de produits dont le coût est plus élevé par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les coûts totaux liés aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles (pris en compte dans le coût des ventes et les charges d'exploitation) ont augmenté de 1,5 million de dollars, passant de 23,0 millions de dollars au premier

semestre de 2019 à 24,5 millions de dollars au premier semestre de 2020, en grande partie du fait des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles supplémentaires attribuables aux acquisitions de Loomans et d'une entreprise de moulage par injection située au Royaume-Uni.

### Charges d'exploitation (montant net)

(en milliers de dollars)	Semestres clos les 30 juin		Variation	Variation (%)
	2020	2019		
<b>Charges d'exploitation (montant net)</b>	<b>(40 285)</b>	(41 194)	909	(2,2) %
Solutions d'emballage grand format et environnementales	(15 362)	(15 185)	(177)	1,2 %
Solutions d'emballage de produits de consommation	(10 290)	(9 467)	(823)	8,7 %
Solutions d'emballage réutilisable	(6 426)	(7 543)	1 117	(14,8) %
Autres	(8 207)	(8 999)	792	(8,8) %
<b>Charges d'exploitation (montant net) en pourcentage des produits</b>	<b>(13,7) %</b>	(13,3) %	(0,4) %	3,0 %
Solutions d'emballage grand format et environnementales	(12,1) %	(10,0) %	(2,1) %	21,0 %
Solutions d'emballage de produits de consommation	(8,4) %	(9,0) %	0,6 %	(6,7) %
Solutions d'emballage réutilisable	(16,3) %	(17,5) %	1,2 %	(6,9) %
Autres	(140,1) %	(84,2) %	(55,9) %	66,4 %

Les charges d'exploitation se sont établies à 40,3 millions de dollars au premier semestre de 2020, comparativement à 41,2 millions de dollars au premier semestre de 2019, ce qui représente une baisse de 0,9 million de dollars, ou de 2,2 %, essentiellement attribuable aux fluctuations favorables des cours de change, contrebalancées par la hausse des coûts attribuable à l'acquisition de Loomans et par l'accroissement des frais de vente et charges générales et administratives. En pourcentage des produits, les charges d'exploitation ont représenté 13,7 % au premier semestre de 2020, par rapport à 13,3 % au premier semestre de 2019.

Les charges d'exploitation du secteur EGFE ont augmenté de 0,2 million de dollars, ou de 1,2 %, au premier semestre de 2020 par rapport au premier semestre de 2019, essentiellement du fait de l'augmentation des coûts de la main-d'œuvre, neutralisée par l'incidence favorable des fluctuations des cours de change au premier semestre de 2020.

Les charges d'exploitation du secteur SEC se sont accrues de 0,8 million de dollars pour le premier semestre de 2020 par rapport au premier semestre de 2019, essentiellement du fait des charges d'exploitation additionnelles de 1,2 million de dollars attribuables à l'acquisition de Loomans en regard du premier semestre de 2019 et à la hausse des frais de vente et charges générales et administratives, facteurs atténués par l'incidence favorable des fluctuations des cours de change.

Les charges d'exploitation du secteur SER se sont établies à 6,4 millions de dollars pour le premier semestre de 2020, en baisse de 1,1 million de dollars, ou de 14,8 %, par rapport au premier semestre de 2019. Au premier semestre de 2020, les charges d'exploitation ont représenté 16,3 % des produits, par rapport à 17,5 % au premier semestre de 2019. Cette baisse est en grande partie attribuable à l'incidence des mesures de restructuration et de licenciement prises au premier semestre de 2020 afin de rationaliser les frais de vente et charges générales et administratives fixes en réponse à l'évaluation de l'incidence de la COVID-19 sur les activités du secteur SER.

La diminution de 0,8 million de dollars des charges d'exploitation du secteur « Autres » s'explique d'abord et avant tout par les économies de coûts dans les frais de vente et charges générales et administratives et par l'incidence d'un profit de change comptabilisé pour le premier semestre de 2020.

### Coûts liés aux transactions, à la réorganisation et à l'intégration

(en milliers de dollars)	Semestres clos les 30 juin		Variation	Variation (%)
	2020	2019		
Coûts de réorganisation des activités	(5 549)	(2 544)	(3 005)	118,1 %
Coûts liés aux acquisitions	(287)	(1 585)	1 298	(81,9) %
Profit sur la sortie d'une entreprise associée	—	1 255	(1 255)	(100,0) %
<b>Coûts liés aux transactions, à la réorganisation et à l'intégration</b>	<b>(5 836)</b>	(2 874)	(2 962)	103,1 %

Les coûts liés aux transactions, à la réorganisation et à l'intégration se sont établis à 5,8 millions de dollars au premier semestre de 2020 et comprennent essentiellement des coûts de réorganisation des activités liés à la restructuration, aux licenciements et aux indemnités. Des coûts liés à la restructuration et aux licenciements de 1,2 million de dollars ont été comptabilisés à l'égard de la rationalisation des charges fixes entreprise par suite de l'évaluation de l'incidence de la COVID-19 sur le secteur SER, un montant de 1,6 million de dollars a été comptabilisé au titre des mesures de restructuration en cours mises en place dans le secteur SEC en Europe en 2020, un montant de 2,4 millions de dollars a été comptabilisé au titre des activités de restructuration de la gestion, des indemnités et des activités de réorganisation du siège social, et des coûts de 0,3 million de dollars ont été comptabilisés au titre des licenciements dans le secteur EGFE au Royaume-Uni et en Amérique du Nord. Des coûts liés aux acquisitions de 0,3 million de dollars ont été comptabilisés au titre de l'acquisition d'une entreprise de moulage par injection située au Royaume-Uni au premier trimestre de 2020.

Les coûts liés aux transactions, à la réorganisation et à l'intégration se sont établis à 2,9 millions de dollars au premier semestre de 2019 et se rapportaient essentiellement à des coûts de réorganisation des activités liés à la restructuration et aux licenciements. Des coûts liés à la restructuration et aux licenciements de 1,4 million de dollars découlant de la rationalisation des charges fixes du secteur SER ont été comptabilisés par suite des difficultés commerciales que ce secteur a connues au premier trimestre de 2019. D'autres coûts liés aux activités de restructuration de la gestion de 0,7 million de dollars et des coûts liés à la réorganisation des activités supplémentaires dans la division EGFE en Amérique du Nord de 0,5 million de dollars ont été inscrits. Des coûts liés aux acquisitions de 1,6 million de dollars ont été comptabilisés pour le premier semestre de 2019, essentiellement au titre de l'acquisition de Loomans. Ces coûts ont été neutralisés par un profit de 1,3 million de dollars lié au règlement anticipé d'un emprunt non garanti sur billet à ordre du fournisseur par suite de la cession d'une participation de 25 % dans Rilta Environmental Ltd. (« Rilta ») en janvier 2019.

### **Charges financières (montant net)**

<i>(en milliers de dollars)</i>	<i>Semestres clos les 30 juin</i>		<i>Variation</i>	<i>Variation (%)</i>
	<b>2020</b>	2019		
<b>Charges financières (montant net)</b>	<b>(8 122)</b>	(8 392)	270	(3,2) %

Les charges financières ont diminué de 0,3 million de dollars pour s'établir à 8,1 millions de dollars au premier semestre de 2020 (8,4 millions de dollars au premier semestre de 2019), ce qui est en grande partie attribuable à la baisse du taux d'intérêt moyen payé au premier semestre de 2020 en regard du premier semestre de 2019, facteur annulé en partie par le niveau plus élevé des emprunts au premier semestre de 2020. La variation du taux d'intérêt moyen payé est attribuable principalement au taux d'intérêt de base moindre payable par le Groupe au premier semestre de 2020 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent et à la pondération plus élevée des charges d'intérêts au premier semestre de 2020 au titre d'emprunts libellés en euros en comparaison aux taux d'intérêt sous-jacents plus élevés payables au titre d'emprunts libellés en dollars américains et en dollars canadiens au cours du premier semestre de 2019.

### **Impôt sur le résultat**

<i>(en milliers de dollars)</i>	<i>Semestres clos les 30 juin</i>		<i>Variation</i>	<i>Variation (%)</i>
	<b>2020</b>	2019		
<b>Impôt sur le résultat</b>	<b>(1 021)</b>	(1 970)	949	(48,2) %

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 1,0 million de dollars au premier semestre de 2020, par rapport à une charge de 2,0 millions de dollars au premier semestre de 2019, soit une baisse de 1,0 million de dollars par rapport à l'exercice précédent. La baisse de la charge d'impôt sur le résultat s'explique d'abord et avant tout par une diminution du bénéfice avant impôt sur le résultat qui est passé de 11,5 millions de dollars au premier semestre de 2019 à 8,2 millions de dollars au premier semestre de 2020.

### **Bénéfice net**

<i>(en milliers de dollars)</i>	<i>Semestres clos les 30 juin</i>		<i>Variation</i>	<i>Variation (%)</i>
	<b>2020</b>	2019		
<b>Bénéfice net</b>	<b>7 172</b>	9 547	(2 375)	(24,9) %

Un bénéfice net de 7,2 millions de dollars a été inscrit pour le premier semestre de 2020, alors qu'un bénéfice de 9,5 millions de dollars avait été inscrit pour le premier semestre de 2019, soit une baisse de 2,4 millions de dollars. Cette baisse s'explique surtout par l'augmentation des coûts liés aux transactions, à la réorganisation et à l'intégration au premier semestre de 2020, contrebalancée par une amélioration du rendement opérationnel au premier semestre de 2020 et une diminution des charges financières et de la charge d'impôt sur le résultat au cours de la période à l'étude.

## BAIIA ajusté

(en milliers de dollars)	Semestres clos les 30 juin		Variation	Variation (%)
	2020	2019		
<b>BAIIA ajusté<sup>1)</sup></b>	<b>45 846</b>	45 787	59	0,1 %
Solutions d'emballage grand format et environnementales	21 975	23 657	(1 682)	(7,1) %
Solutions d'emballage de produits de consommation	25 060	19 964	5 096	25,5 %
Solutions d'emballage réutilisable	4 942	7 406	(2 464)	(33,3) %
Autres	(6 131)	(5 240)	(891)	17,0 %
<b>Marge du BAIIA ajusté (% des produits)<sup>1)</sup></b>	<b>15,6 %</b>	14,8 %	0,8 %	5,4 %
Solutions d'emballage grand format et environnementales	17,3 %	15,6 %	1,7 %	10,9 %
Solutions d'emballage de produits de consommation	20,6 %	19,0 %	1,6 %	8,4 %
Solutions d'emballage réutilisable	12,5 %	17,2 %	(4,7) %	(27,3) %

1) Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS qui font l'objet d'un rapprochement avec le bénéfice net (la perte nette), comme il est décrit en détail à la rubrique « **Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS** » du présent rapport de gestion.

Le BAIIA ajusté s'est établi à 45,8 millions de dollars pour le premier semestre de 2020, contre 45,8 millions de dollars pour le premier semestre de 2019, un résultat stable par rapport à l'exercice précédent malgré la baisse des produits au premier semestre de 2020, en grande partie en raison de la diminution des coûts des intrants de résine, de l'apport de l'acquisition de Loomans de 2,4 millions de dollars et des profits de change. Ces facteurs ont été neutralisés par la hausse des coûts de la main-d'œuvre et des charges d'exploitation.

Le BAIIA ajusté du secteur EGFE a diminué de 1,7 million de dollars pour le premier semestre de 2020, en raison principalement des facteurs mentionnés plus haut dans les sections sur les produits et le coût des ventes du présent rapport de gestion. La marge du BAIIA ajusté a été portée à 17,3 % au premier semestre de 2020, par rapport à 15,6 % au premier semestre de 2019. L'amélioration de la marge du BAIIA ajusté enregistrée au premier semestre de 2020 s'explique d'abord et avant tout par la baisse des coûts des intrants de résine, la diminution des charges d'exploitation et un crédit de 2,4 millions de dollars au titre de la SSUC.

Au premier semestre de 2020, le BAIIA ajusté du secteur SEC s'est établi à 25,1 millions de dollars, en hausse de 5,1 millions de dollars par rapport à 20,0 millions de dollars au premier semestre de 2019. L'acquisition de Loomans a généré un BAIIA ajusté de 2,4 millions de dollars par rapport au premier semestre de 2019. La hausse restante du BAIIA ajusté s'explique en grande partie par la croissance continue des volumes sur le marché nord-américain, le recul des prix des résines et un crédit de 1,4 million de dollars au titre de la SSUC, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la hausse des charges d'exploitation. La marge du BAIIA ajusté a été portée de 19,0 % au premier semestre de 2019 à 20,6 % au premier semestre de 2020, surtout en raison des facteurs susmentionnés.

Le BAIIA ajusté du secteur SER a totalisé 4,9 millions de dollars au premier semestre de 2020, par rapport à 7,4 millions de dollars au premier semestre de 2019, en baisse de 2,5 millions de dollars. La marge du BAIIA ajusté s'est établie à 12,5 % au premier semestre de 2020, soit une diminution par rapport à celle de 17,2 % enregistrée au premier semestre de 2019. La marge du BAIIA ajusté s'est détériorée, du fait principalement de la réduction des produits susmentionnée, atténuée par la baisse des coûts des intrants de résine et l'incidence des mesures correctives prises au premier trimestre de 2020 en vue de restructurer et de rationaliser les coûts du secteur.

Le secteur « Autres » tient compte de l'apport de 0,9 million de dollars qu'a eu au premier semestre de 2020 (2,3 millions de dollars au premier semestre de 2019) le BAIIA ajusté de l'entreprise de recyclage de métaux située au Royaume-Uni, neutralisé en partie par les frais généraux du siège social de (7,0) millions de dollars [(7,5) millions de dollars au premier semestre de 2019].

## BAII ajusté

(en milliers de dollars)	Semestres clos les 30 juin		Variation	Variation (%)
	2020	2019		
<b>BAII ajusté<sup>1)</sup></b>	<b>21 328</b>	22 809	(1 481)	(6,5) %
Solutions d'emballage grand format et environnementales	12 234	14 374	(2 140)	(14,9) %
Solutions d'emballage de produits de consommation	16 061	12 549	3 511	28,0 %
Solutions d'emballage réutilisable	222	1 932	(1 710)	(88,5) %
Autres	(7 189)	(6 047)	(1 142)	18,9 %

1) Le BAII ajusté est une mesure non conforme aux IFRS qui fait l'objet d'un rapprochement avec le bénéfice net (la perte nette), comme il est décrit en détail à la rubrique « **Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS** » du présent rapport de gestion.



Le BAII ajusté s'est établi à 21,3 millions de dollars au premier semestre de 2020, par rapport à 22,8 millions de dollars au premier semestre de 2019, soit une baisse de 1,5 million de dollars, ou de 6,5 %, qui s'explique en grande partie par les mêmes facteurs que ceux qui sont décrits à l'analyse du BAIIA ajusté, neutralisée par l'augmentation de 1,5 million de dollars des coûts liés aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, qui ont été portés de 23,0 millions de dollars au premier semestre de 2019 à 24,5 millions de dollars au premier semestre de 2020, en raison essentiellement d'amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles supplémentaires attribuables aux acquisitions de Loomans et d'une entreprise de moulage par injection située au Royaume-Uni.

### Analyse des tendances saisonnières

Les cycles saisonniers influent sur les produits et le bénéfice net trimestriels. Les produits et le bénéfice ont tendance à être plus élevés au deuxième trimestre et au troisième trimestre, comme il est décrit à la rubrique « *Facteurs de variabilité et caractère saisonnier des produits et des flux de trésorerie* » du présent rapport de gestion. De plus, un certain nombre d'opérations et de tendances importantes décrites aux rubriques « *Principaux faits saillants et principales transactions ayant eu une incidence sur les résultats de la période* » et « *Résumé des résultats d'exploitation* » du présent rapport de gestion ont entraîné des variations des résultats au cours des différents trimestres. Par exemple, le 28 mars 2019, le secteur SEC a acquis Loomans, ce qui a favorablement influé sur nos résultats depuis la date de l'acquisition. Le 1<sup>er</sup> janvier 2019, nous avons adopté l'IFRS 16, ce qui a eu une incidence favorable sur notre BAIIA ajusté en regard de l'exercice 2018.

Le tableau suivant présente la performance financière consolidée trimestrielle de la Société pour les huit trimestres les plus récents. Les résultats des trimestres antérieurs sont tirés des documents trimestriels déposés sur SEDAR.

(en milliers de dollars)	T2 2020	T1 2020	T4 2019	T3 2019	T2 2019	T1 2019	T4 2018	T3 2018
Produits	153 317	141 053	136 114	158 544	168 629	141 781	161 987	169 173
Bénéfice net (perte nette)	5 312	1 860	(3 065)	7 374	8 470	1 077	(1 830)	4 760
Résultat de base par action	0,10	0,03	(0,06)	0,14	0,16	0,02	(0,03)	0,09
Résultat dilué par action	0,10	0,03	(0,06)	0,13	0,16	0,02	(0,03)	0,09
BAIIA ajusté	26 777	19 069	18 445	27 227	28 521	17 266	17 668	20 521
Bénéfice net ajusté	9 462	4 600	1 558	9 883	10 291	4 428	5 749	10 537

### Situation de trésorerie et sources de financement

#### Aperçu

IPLP est essentiellement financée par la trésorerie provenant des activités d'exploitation, les titres de capitaux propres et les emprunts sur ses diverses facilités de crédit. La Société affecte principalement la trésorerie à toutes les dépenses habituellement engagées au titre de l'exploitation quotidienne de ses secteurs opérationnels, notamment le fonds de roulement, les dépenses d'investissement et les charges financières. Elle affecte également la trésorerie à la réalisation d'acquisitions et aux coûts connexes, de même qu'aux remboursements sur les emprunts et autres montants en capital, entre autres (collectivement, les « **exigences de financement** »).

IPLP est d'avis que les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ainsi que les montants qu'elle peut prélever sur ses facilités bancaires, lesquelles sont décrites plus loin, seront suffisants pour satisfaire aux exigences de financement futures. Toutefois, la capacité d'IPLP à financer ses besoins futurs, à respecter les échéances des versements des intérêts sur les facilités bancaires et à régler ses créances actuelles ou futures dépendra de sa performance opérationnelle future, qui sera touchée par des facteurs économiques généraux et financiers et d'autres facteurs, dont certains échappent à son contrôle. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « **Facteurs de risque** ». IPLP examine les occasions d'investissement dans le cours normal de ses activités et, si des occasions convenables se présentent, elle peut réaliser certains investissements afin de mener à bien sa stratégie d'affaires. Par le passé, ces investissements ont été financés par les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ou par d'autres emprunts.

La convention d'arrangement (se reporter aux rubriques « **Aperçu de la Société** », « **Énoncés prospectifs** », « **Événements postérieurs à la date de clôture** » et « **Facteurs de risque** » du présent rapport de gestion et à la note 18 des états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités pour obtenir des renseignements supplémentaires sur la convention d'arrangement) conclue avec MDP contient des déclarations et des garanties usuelles faites et données par la Société et l'acheteur et des obligations usuelles aux termes desquelles, notamment, la Société convient, pendant la période allant de la signature de la convention d'arrangement à la clôture de l'opération de fermeture du capital, d'exploiter son entreprise dans le cours normal de ses activités, de déployer des efforts raisonnables sur le plan commercial pour maintenir et préserver son organisation commerciale, ses actifs, ses biens, ses employés, son goodwill et les relations d'affaires qu'elle maintient



actuellement avec des clients, des fournisseurs, des partenaires et d'autres personnes et de ne pas participer à certains types d'opérations ni prendre certaines mesures, et de faire en sorte que ses filiales fassent de même.

### ***Facilités garanties de premier rang***

Le 17 avril 2018, IPLP a conclu une convention relative aux facilités (la « **nouvelle convention relative aux facilités** »), aux termes de laquelle ses facilités de crédit existantes ont été remplacées par des facilités engagées de 400,0 millions d'euros (494,3 millions de dollars) consenties sous la forme d'une facilité d'emprunt à terme d'un montant global de 110,0 millions d'euros (135,9 millions de dollars) (la « **facilité d'emprunt à terme** ») et d'une facilité de crédit renouvelable d'un montant de 290,0 millions d'euros (358,4 millions de dollars) (la « **facilité de crédit renouvelable** » et, avec la facilité d'emprunt à terme, les « **facilités** »). La nouvelle convention relative aux facilités contient une disposition accordéon permettant à IPLP d'augmenter, à un maximum de deux reprises, les engagements au titre de la facilité de crédit renouvelable d'un montant maximal de 100,0 millions d'euros (123,9 millions de dollars) en tout temps au cours de la période de disponibilité de la facilité de crédit renouvelable.

Le 13 mars 2019, la Société a conclu une convention relative aux facilités supplémentaires avec son consortium de banques de manière à lui permettre d'utiliser la disposition accordéon de la nouvelle convention relative aux facilités, augmentant ainsi les engagements au titre de la facilité de crédit renouvelable d'un montant de 90,0 millions d'euros (101,7 millions de dollars). L'augmentation de la facilité de crédit renouvelable a servi à financer l'acquisition de Loomans. La nouvelle convention relative aux facilités permet à la Société d'augmenter de nouveau les engagements au titre de la facilité de crédit renouvelable conformément à cette disposition accordéon, tant que les deux augmentations demandées, collectivement, ne sont pas supérieures à 100,0 millions d'euros (113,0 millions de dollars), en tout temps au cours de la période de disponibilité de la facilité de crédit renouvelable.

Les facilités offrent la souplesse nécessaire pour tirer avantage des occasions de développer l'entreprise, mettre l'accent sur la croissance interne et réaliser des acquisitions stratégiques qui permettront d'accroître la valeur pour les actionnaires.

Les facilités sont disponibles en euros, en livres sterling, en dollars américains ou en dollars canadiens et sont assujetties à des ententes avec les prêteurs; certaines ou la totalité des facilités seront disponibles dans une ou plusieurs autres devises. Sous réserve des modalités de la nouvelle convention relative aux facilités, les facilités sont disponibles pour cinq ans à compter de la date de la nouvelle convention.

### Facilité d'emprunt à terme

La facilité d'emprunt à terme arrive à échéance le 17 avril 2023 et, en date du 10 août 2020, un montant de principal de 111,1 millions de dollars demeurerait impayé. Le remboursement de la facilité d'emprunt à terme doit être effectué en versements trimestriels de 2,75 millions d'euros (3,1 millions de dollars), dont le premier a été versé le 17 octobre 2019, soit 18 mois après la date de la nouvelle convention relative aux facilités, et les versements subséquents suivront tous les trois mois par la suite.

### Facilité de crédit renouvelable

La facilité de crédit renouvelable vient à échéance le 17 avril 2023 et, en date du 10 août 2020, la Société avait prélevé 273,5 millions de dollars sur la facilité de crédit renouvelable.

### Engagements

La nouvelle convention relative aux facilités contient des engagements de faire usuels applicables à des facilités de crédit de cette nature, notamment en ce qui concerne le respect des lois et des règlements applicables, le paiement des impôts et des taxes, la remise de l'information financière et d'autres renseignements aux prêteurs, la remise d'un avis aux prêteurs si certains événements importants surviennent, la conservation des biens, le maintien en vigueur de l'assurance, l'accès des créanciers garantis aux livres et aux registres, la protection de la propriété intellectuelle, ainsi que d'autres garanties. La convention relative aux nouvelles facilités contient également des engagements de ne pas faire usuels, notamment des restrictions en ce qui concerne la capacité de la Société et de chacun des autres emprunteurs et garants de verser certaines distributions, d'acquérir d'autres sociétés ou de fusionner ou se regrouper avec d'autres sociétés, de faire certains investissements ou dépenses d'investissement, d'apporter des changements importants à leur entreprise, de conclure certaines coentreprises, de se séparer de certains actifs, de fournir certaines formes d'aide financière, de contracter des dettes ou de conclure ou transiger des instruments financiers autres que les dettes permises, ainsi que d'hypothéquer, de grever ou de nantir leurs actifs ou de les donner en garantie autrement que par des charges autorisées. Outre ces engagements de faire et ne pas faire, la nouvelle convention relative aux facilités contient des clauses d'engagement financier visant notamment à préserver i) un ratio de couverture des intérêts d'au moins 3,00 pour 1,00; et ii) un ratio de levier financier net total variant de 3,50 pour 1,00 à 4,50 pour 1,00 dépendamment de certaines conditions (selon la définition du ratio de couverture des intérêts et du ratio de levier financier net aux termes de la nouvelle convention relative aux facilités).

Au 30 juin 2020, la Société se conformait à tous les engagements et clauses restrictives figurant à la nouvelle convention relative aux facilités et aucun cas de défaut (selon la définition qui en est faite dans la nouvelle convention relative aux facilités) n'était survenu ni n'avait été autorisé.

### Situation financière consolidée

*Situation financière consolidée au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019*

Le tableau suivant présente les soldes des principaux actifs et passifs, tirés des états consolidés de la situation financière de la Société au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019 :

<i>(en milliers de dollars)</i>	<b>30 juin 2020</b>	31 décembre 2019	Variation
<b>Actifs</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>110 186</b>	77 731	32 455
Total des clients et autres débiteurs – parties courante et non courante	<b>130 284</b>	108 867	21 417
Stocks	<b>75 940</b>	85 569	(9 629)
Immobilisations corporelles et actifs au titre de droits d'utilisation	<b>322 773</b>	336 739	(13 966)
Goodwill et immobilisations incorporelles	<b>281 542</b>	291 412	(9 870)
<b>Passifs</b>			
Total des prêts et emprunts et des obligations locatives – parties courante et non courante	<b>405 361</b>	373 776	31 585
Total des fournisseurs et autres créditeurs – parties courante et non courante	<b>96 672</b>	103 748	(7 076)
<b>Capitaux propres</b>	<b>372 238</b>	372 137	101

#### *Trésorerie et équivalents de trésorerie*

S'élevant à 110,2 millions de dollars au 30 juin 2020, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 32,5 millions de dollars par rapport à ceux de 77,7 millions de dollars inscrits au 31 décembre 2019. Un rapprochement complet et une explication des variations des flux de trésorerie de la Société au cours de la période sont présentés à la rubrique « Flux de trésorerie ».

#### *Clients et autres débiteurs*

Les clients et autres débiteurs ont augmenté de 21,4 millions de dollars, passant de 108,9 millions de dollars au 31 décembre 2019 à 130,6 millions de dollars au 30 juin 2020 du fait surtout du calendrier de réception des paiements.

#### *Stocks*

Les stocks ont diminué de 9,6 millions de dollars pour s'établir à 75,9 millions de dollars au 30 juin 2020, contre 85,6 millions de dollars au 31 décembre 2019. Une provision pour stocks additionnelle de 1,0 million de dollars a été comptabilisée au cours du premier semestre de 2020. Le reste de la variation s'explique par la baisse des prix des résines et des écarts de conversion.

#### *Immobilisations corporelles et actifs au titre de droits d'utilisation*

Les immobilisations corporelles et les actifs au titre de droits d'utilisation ont diminué de 13,9 millions de dollars, passant de 336,7 millions de dollars au 31 décembre 2019 à 322,8 millions de dollars au 30 juin 2020. Au cours de la période, le Groupe a comptabilisé des dotations à l'amortissement de 20,4 millions de dollars. Les variations restantes se rapportent à des cessions, à des fluctuations des cours de change et à d'autres éléments de 9,3 millions de dollars. Les entrées au cours de la période s'élèvent à 15,8 millions de dollars, ce qui comprend un montant de 4,1 millions de dollars au titre des installations et du matériel acquis dans le cadre de l'acquisition des activités commerciales et des actifs d'une entreprise de moulage par injection située au Royaume-Uni au premier trimestre de 2020.

#### *Goodwill et immobilisations incorporelles*

Le solde du goodwill et des immobilisations incorporelles a diminué de 9,9 millions de dollars, passant de 291,4 millions de dollars au 31 décembre 2019 à 281,5 millions de dollars au 30 juin 2020. Cette diminution s'explique principalement par des écarts de conversion de 5,8 millions de dollars et d'une dotation à l'amortissement de 4,1 millions de dollars. L'évaluation de la juste valeur de Loomans a été réalisée au premier trimestre de 2020 et a donné lieu à une diminution du goodwill de 2,4 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2019.

### *Prêts et emprunts et obligations locatives*

Les prêts et emprunts et les obligations locatives ont augmenté de 31,6 millions de dollars, passant de 373,8 millions de dollars au 31 décembre 2019 à 405,4 millions de dollars au 30 juin 2020. La hausse est principalement liée au prélèvement effectué au premier trimestre de 2020 pour financer l'acquisition des activités commerciales et des actifs d'une entreprise de moulage par injection située au Royaume-Uni (4,1 millions de dollars) alors que le reste est lié aux fins générales du fonds de roulement.

### *Fournisseurs et autres créditeurs*

Les fournisseurs et autres créditeurs ont diminué de 7,1 millions de dollars, passant de 103,8 millions de dollars au 31 décembre 2019 à 96,7 millions de dollars au 30 juin 2020. Cette diminution découle principalement du calendrier des paiements et de l'utilisation de montants comptabilisés depuis le 31 décembre 2019.

### **Flux de trésorerie**

Les tableaux et l'analyse qui suivent présentent les importantes transactions en trésorerie ayant eu une incidence sur les flux de trésorerie de la Société au cours des trimestres et les semestres clos les 30 juin 2020 et 2019.

<i>(en milliers de dollars)</i>	<i>Trimestres clos les 30 juin</i>		<i>Semestres clos les 30 juin</i>	
	<b>2020</b>	2019	<b>2020</b>	2019
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	<b>32 895</b>	14 518	<b>24 018</b>	9 380
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement (Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement	<b>(7 221)</b>	(15 700)	<b>(22 769)</b>	(73 198)
	<b>(435)</b>	6 266	<b>33 626</b>	66 055
<b>Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>25 239</b>	5 084	<b>34 875</b>	2 237
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	<b>83 677</b>	47 052	<b>77 731</b>	49 857
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie détenue	<b>1 270</b>	(5 429)	<b>(2 420)</b>	(5 387)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>	<b>110 186</b>	46 707	<b>110 186</b>	46 707

### *Rapprochement du BAIIA ajusté et des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation*

Le tableau suivant présente un rapprochement des éléments d'ajustement visant à rapprocher le BAIIA ajusté et les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2020 et 2019.

<i>(en milliers de dollars)</i>	<i>Trimestres clos les 30 juin</i>		<i>Semestres clos les 30 juin</i>	
	<b>2020</b>	2019	<b>2020</b>	2019
<b>BAIIA ajusté</b>	<b>26 777</b>	28 521	<b>45 846</b>	45 787
(Profit net) perte nette de change	<b>2 190</b>	(447)	<b>(1 730)</b>	764
Coûts liés aux transactions, à la réorganisation et à l'intégration payés	<b>(2 639)</b>	(1 914)	<b>(3 597)</b>	(6 381)
Autres produits (montant net)	<b>(160)</b>	(57)	<b>(823)</b>	(140)
Impôt sur le résultat payé	<b>(204)</b>	(1 195)	<b>(856)</b>	(1 434)
Variations du fonds de roulement	<b>7 639</b>	(12 000)	<b>(15 544)</b>	(33 445)
Autres	<b>(708)</b>	1 610	<b>722</b>	4 229
<b>Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation</b>	<b>32 895</b>	14 518	<b>24 018</b>	9 380

### Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation

Le secteur de l'emballage en plastique rigide se caractérise généralement par un volume relativement élevé de ventes et une rotation raisonnablement rapide des stocks et des créances clients. L'investissement dans le fonds de roulement peut être touché par les fluctuations des prix des résines et d'autres coûts d'approvisionnement, les modalités des fournisseurs, l'accumulation de stocks aux fins d'importants contrats avec des clients ou de la demande saisonnière et le calendrier de recouvrement des créances clients.

<i>(en milliers de dollars)</i>	<i>Trimestres clos les 30 juin</i>		<i>Semestres clos les 30 juin</i>	
	<b>2020</b>	2019	<b>2020</b>	2019
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation, compte non tenu des variations du fonds de roulement	<b>25 256</b>	26 518	<b>39 562</b>	42 825
Variations du fonds de roulement	<b>7 639</b>	(12 000)	<b>(15 544)</b>	(33 445)
<b>Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation</b>	<b>32 895</b>	14 518	<b>24 018</b>	9 380

Les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont augmenté de 18,4 millions de dollars, passant de 14,5 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019 à 32,9 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, ce qui s'explique en grande partie par l'amélioration de la gestion du fonds de roulement.

Les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont augmenté de 14,6 millions de dollars, passant de 9,4 millions de dollars au premier semestre de 2019 à 24,0 millions de dollars au premier semestre de 2020, ce qui s'explique en grande partie par la baisse du fonds de roulement en regard du premier semestre de 2019.

### Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement

<i>(en milliers de dollars)</i>	<i>Trimestres clos les 30 juin</i>		<i>Semestres clos les 30 juin</i>	
	<b>2020</b>	2019	<b>2020</b>	2019
Sortie de filiales	<b>95</b>	302	<b>197</b>	404
Dividendes tirés d'actifs financiers	—	225	<b>852</b>	225
Produit de la cession d'une entreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	—	—	—	9 459
Acquisition d'immobilisations corporelles	<b>(7 316)</b>	(15 129)	<b>(19 681)</b>	(29 770)
Acquisition de filiales, après inclusion des coûts connexes et déduction de la trésorerie acquise	—	(1 145)	<b>(4 137)</b>	(53 623)
Subvention publique reçue	—	47	—	107
<b>Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement</b>	<b>(7 221)</b>	(15 700)	<b>(22 769)</b>	(73 198)

Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont établies à 7,2 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020 par rapport à 15,7 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019, en baisse de 8,5 millions de dollars. Les sorties de trésorerie enregistrées au deuxième trimestre de 2020 découlent essentiellement des achats d'immobilisations corporelles d'un montant de 7,3 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 7,8 millions de dollars par rapport à 15,1 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019.

Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont établies à 22,8 millions de dollars au premier semestre de 2020 par rapport à 73,2 millions de dollars au premier semestre de 2019, en baisse de 50,4 millions de dollars. La diminution des sorties de trésorerie s'explique d'abord et avant tout par une réduction de 10,1 millions de dollars des sorties de trésorerie au titre des achats d'immobilisations corporelles au premier semestre de 2020 par rapport au premier semestre de 2019 et par la contrepartie de 4,1 millions de dollars payée dans le cadre de l'acquisition des activités commerciales et des actifs d'une entreprise de moulage par injection située au Royaume-Uni en regard de sorties de trésorerie de 53,6 millions de dollars au titre de l'acquisition de Loomans au premier semestre de 2019, facteurs atténués par un produit net de 9,5 millions de dollars lié à la cession de Rilta.

## Dépenses d'investissement

Le tableau ci-dessous présente les sorties de trésorerie liées aux entrées d'immobilisations corporelles pour le deuxième trimestre de 2020, le deuxième trimestre de 2019, le premier semestre de 2020 et le premier semestre de 2019, par secteur opérationnel.

<i>(en milliers de dollars)</i>	2020			2019		
	Développement	Maintien	Total	Développement	Maintien	Total
EGFE	1 369	418	1 787	5 071	1 214	6 285
SEC	803	2 059	2 862	4 716	601	5 317
SER	1 113	1 411	2 524	1 944	915	2 859
Autres	3	139	142	659	9	668
<b>Total</b>	<b>3 288</b>	<b>4 027</b>	<b>7 315</b>	<b>12 390</b>	<b>2 739</b>	<b>15 129</b>

<i>(en milliers de dollars)</i>	2020			2019		
	Développement	Maintien	Total	Développement	Maintien	Total
EGFE	3 478	2 791	6 269	7 809	3 089	10 898
SEC	5 567	3 316	8 883	7 590	1 380	8 970
SER	2 082	2 190	4 272	7 491	1 581	9 072
Autres	96	161	257	790	40	830
<b>Total</b>	<b>11 223</b>	<b>8 458</b>	<b>19 681</b>	<b>23 680</b>	<b>6 090</b>	<b>29 770</b>

Les sorties de trésorerie liées à l'achat d'immobilisations corporelles se sont établies à 7,3 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020 (15,1 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019), dont une tranche de 3,3 millions de dollars se rapporte aux dépenses d'investissement liées aux stratégies et au développement et une tranche de 4,0 millions de dollars, à l'investissement de maintien.

Les sorties de trésorerie liées à l'achat d'immobilisations corporelles se sont établies à 19,7 millions de dollars au premier semestre de 2020 (29,8 millions de dollars au premier semestre de 2019), dont une tranche de 11,2 millions de dollars se rapporte aux dépenses d'investissement liées aux stratégies et au développement et une tranche de 8,5 millions de dollars, à l'investissement de maintien.

### Dépenses d'investissement stratégiques et de développement

Outre les investissements dans les programmes de développement de produits de la Société, des investissements sont effectués de temps à autre pour répondre à la demande des clients et du marché et s'assurer que la Société est en mesure d'offrir des produits pertinents et à la fine pointe du marché.

### Investissement de maintien

L'investissement de maintien d'IPLP est nécessaire pour maintenir le niveau de production et l'efficacité opérationnelle de nos installations de fabrication. Les produits et le BAIIA ajusté ne sont généralement pas touchés par l'investissement de maintien. Toutefois, certains projets d'investissement peuvent, de par leur nature, entraîner des économies de coûts directes. Parmi ces projets figurent le remplacement de machines existantes par de nouvelles qui sont plus efficaces et automatisées ainsi que d'autres projets comme le rapatriement de la production donnée en sous-traitance qui contribueront probablement à réduire le coût de la main-d'œuvre et les charges d'exploitation.

### Engagements au titre des dépenses d'investissement futures

La Société avait des engagements à l'égard de dépenses d'investissement futures totalisant 3,6 millions de dollars au 30 juin 2020 (10,6 millions de dollars au 31 décembre 2019). Les engagements de capitaux contractuels s'établissaient à 2,6 millions de dollars au 30 juin 2020 (8,8 millions de dollars au 31 décembre 2019), alors que les engagements de capitaux autorisés, mais non contractuels totalisaient 1,0 million de dollars à cette date (1,8 million de dollars au 31 décembre 2019).

### *(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement*

<i>(en milliers de dollars)</i>	<i>Trimestres clos les 30 juin</i>		<i>Semestres clos les 30 juin</i>	
	<b>2020</b>	2019	<b>2020</b>	2019
Charges financières payées	<b>(3 995)</b>	(4 352)	<b>(8 465)</b>	(7 707)
Remboursement au titre des obligations locatives	<b>(839)</b>	(1 205)	<b>(1 874)</b>	(2 218)
Produit net des titres de capitaux propres émis	—	1 084	—	2 415
Montant prélevé sur les emprunts bancaires	<b>7 406</b>	81 725	<b>65 204</b>	182 930
Remboursement sur les emprunts bancaires	<b>(3 007)</b>	(70 986)	<b>(21 239)</b>	(109 365)
<b>(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement</b>	<b>(435)</b>	6 266	<b>33 626</b>	66 055

Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement se sont établies à 0,4 million de dollars au deuxième trimestre de 2020, par rapport à des entrées nettes de 6,3 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019, soit une baisse de 6,7 millions de dollars. Les principales variations pour le deuxième trimestre de 2020 sont liées à une diminution des prélèvements et remboursements sur les emprunts et à des charges financières payées, de même qu'au remboursement au titre d'obligations locatives associées à des actifs au titre de droits d'utilisation.

Les entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement se sont établies à 33,6 millions de dollars au premier semestre de 2020, par rapport à des entrées nettes de 66,1 millions de dollars au premier semestre de 2019, soit une baisse de 32,5 millions de dollars. Les principales variations pour le premier semestre de 2020 sont liées aux prélèvements et remboursements sur les emprunts et à des charges financières payées, de même qu'au remboursement au titre d'obligations locatives associées à des actifs au titre de droits d'utilisation.

### *Obligations contractuelles*

Les obligations contractuelles d'IPLP se composent principalement de la dette à long terme (remboursements de capital et paiements d'intérêts), des engagements de capitaux contractuels, de contrats de location pour la location d'immeubles, de matériel et d'automobiles. La démarche de la Société en matière de gestion du risque de liquidité consiste à faire en sorte, dans la mesure du possible, de toujours disposer de liquidités suffisantes pour honorer ses engagements à leur échéance, tant dans des conditions normales que sous contrainte, sans subir de pertes inacceptables et sans risquer d'entacher sa réputation. La conformité aux clauses restrictives de la Société est surveillée en continu en fonction des comptes de gestion. Une analyse de sensibilité utilisant divers scénarios est appliquée aux prévisions pour évaluer leur incidence sur les clauses restrictives et la dette nette.

Il n'y a eu aucune variation importante des obligations et engagements contractuels de la Société par rapport aux obligations et engagements décrits dans les états financiers consolidés audités au 31 décembre 2019 et pour l'exercice clos à cette date qui n'est pas détaillée à la rubrique « **Situation financière consolidée** » du présent rapport de gestion.

### **Perspectives**

Les résultats pour le deuxième trimestre de 2020 mesurés selon le BAIIA ajusté ont subi l'incidence de la COVID-19 et des mesures de confinement connexes qui ont été largement appliquées à l'échelle mondiale au début du trimestre. Les conséquences commerciales ont été diverses. De fait, le secteur EGFE a connu un ralentissement des ventes de seaux destinés aux marchés de l'alimentation en Amérique du Nord, de même que des retards du côté des appels d'offres et des nouvelles commandes pour certains produits environnementaux en Amérique du Nord. Toutefois, la diminution de la demande pour les produits industriels au Royaume-Uni a été atténuée par une hausse de la demande des produits de manutention du côté des clients dont la demande pour le pain, les barquettes pour la viande et les emballages pour la livraison à domicile a augmenté. Le secteur SEC a profité d'un accroissement généralisé des volumes de produits d'emballage alimentaire mais a constaté une réduction des ventes pour certains clients, notamment ceux qui appartiennent au secteur de l'hôtellerie. Le secteur SER a enregistré une baisse de la demande des produits MacroTrac en raison de l'annulation des événements de divertissement extérieur, des concerts et des salons professionnels. Les ventes de contenants pour le marché de l'automobile ont également reculé. L'incidence du recul des produits sur le BAIIA ajusté a été atténuée par le déclin des prix de la résine, par la participation au programme de subvention des salaires au Canada et à des programmes similaires dans d'autres territoires en raison de la COVID-19 et par l'effet des mesures prises pour rationaliser les coûts fixes en réponse à la pandémie de COVID-19.

Nous voyons des signes encourageants et une reprise des activités dans certains marchés depuis l'assouplissement graduel des mesures de confinement liées à la COVID-19, notamment une amélioration dans les produits industriels du marché au Royaume-Uni et des accroissements dans les produits de manutention et les emballages alimentaires. Nous prévoyons tout de même que le contexte lié à la COVID-19 continuera d'avoir une incidence défavorable sur les résultats au troisième trimestre de 2020. Plus précisément, le secteur EGFE continue de présenter des ventes de seaux destinés aux marchés de l'alimentation



réduites en Amérique du Nord, le secteur SEC souffre toujours de la baisse des ventes liées au secteur de l'hôtellerie, alors que le secteur SER demeure aux prises avec une demande moindre pour les produits MacroTrac et les contenants pour le marché de l'automobile.

Le dollar américain s'est raffermi par rapport au dollar canadien, à la livre sterling et à l'euro, ce qui a eu une incidence défavorable sur les produits du deuxième trimestre de 2020 par rapport à ceux de la période correspondante de 2019. La turbulence des cours de change devrait continuer de se répercuter sur les résultats en 2020 en raison de facteurs macro-environnementaux comme l'agitation et les conflits sur la scène internationale, les négociations commerciales, les conditions définitives négociées pour le retrait de la Grande-Bretagne de l'Union européenne et l'incidence de la COVID-19, entre autres incertitudes.

En Amérique du Nord, les prix moyens du polypropylène selon l'indice IHS ont reculé de 23,1 % au cours du deuxième trimestre de 2020 comparativement au deuxième trimestre de 2019, tandis que les prix du polyéthylène HDPE ont reculé de 7,1 % par rapport au deuxième trimestre de 2019. En Europe, les prix moyens de la résine ICIS pour le polypropylène et le polyéthylène ont diminué de 20,0 % et de 22,1 %, respectivement, au deuxième trimestre de 2020 par rapport au deuxième trimestre de 2019. En raison de la volatilité actuelle sur les marchés, les perspectives à court terme à l'égard du prix de la résine pour le troisième trimestre de 2020 demeurent incertaines. En Amérique du Nord, le prix par livre de polypropylène et de polyéthylène selon l'indice IHS avait respectivement diminué de 11,7 % et augmenté de 13,3 % en juillet 2020 par rapport à juillet 2019. En Europe, le prix par tonne de résine ICIS pour le polypropylène et le polyéthylène avait respectivement diminué de 16,3 % et de 14,9 % en juillet 2020 par rapport à juillet 2019.

Dans le cadre de notre gestion de la crise de la COVID-19, nos priorités demeurent inchangées : protéger et préserver en tout temps la santé et la sécurité de nos employés, maintenir nos 14 installations de fabrication en activité, offrir des produits de qualité et sûrs à nos clients, éliminer ou reporter les dépenses d'investissement non essentielles, réduire les coûts et rationaliser les secteurs d'activité où la demande a diminué.

À la suite des mesures immédiates et décisives pour rationaliser les coûts, de la participation au programme de subvention des salaires au Canada et à des programmes similaires dans d'autres territoires en raison de la COVID-19, de la gestion des dépenses d'investissement et du contrôle serré du fonds de roulement, combinés au maintien de niveaux élevés de trésorerie disponible et à l'accès à d'importantes facilités bancaires, la Société détient des liquidités considérables et un bilan solide pour continuer de soutenir les activités, se rétablir de tout déclin et saisir de nouvelles occasions d'affaires à mesure que l'incidence de la pandémie s'atténue dans les marchés touchés.

Comme il a été mentionné précédemment, la pandémie mondiale de COVID-19 devrait avoir une incidence significative sur l'activité économique dans l'ensemble de nos marchés en 2020. En raison de l'incertitude continue entourant l'ampleur et la durée des mesures connexes, les prévisions financières du Groupe pour 2020 demeurent en suspens. Le Groupe continue de suivre de près la situation et d'autres mises à jour seront fournies lorsque nous en saurons davantage.

Nous demeurons convaincus que les perspectives globales d'IPL demeurent favorables, du fait de sa gestion solide, d'une diversification importante de ses produits et de ses marchés, de sa solidité financière et de sa résilience, ainsi que de ses actifs bien investis.

La description des perspectives financières de la Société pour l'exercice 2020 dans le présent rapport de gestion repose sur des avis, stratégies, hypothèses et attentes actuelles de la direction concernant ses occasions de croissance et sur notre appréciation quant à nos occasions d'affaires, à l'industrie de l'emballage en général et au marché de l'emballage en plastique rigide en particulier. La présentation des perspectives précédentes vise à donner aux investisseurs davantage d'information concernant l'incidence financière de nos initiatives commerciales et de nos stratégies de croissance. La description de nos perspectives pour l'exercice 2020 constitue de l'information prospective aux fins des lois en valeurs mobilières applicables au Canada et les lecteurs sont donc priés de noter que les résultats réels peuvent différer de ceux décrits au préalable. Il y a lieu de se reporter aux rubriques « *Énoncés prospectifs* » et « *Facteurs de risque* » pour obtenir une description des risques et incertitudes auxquels sont assujetties nos activités et qui pourraient faire en sorte que nos résultats réels varient.

## **Événements postérieurs à la date de clôture**

### **Cession d'activités commerciales et de certains actifs**

Le 23 juillet 2020, le Groupe a réalisé la cession des activités commerciales et de certains actifs liés à une filiale d'une entreprise de recyclage de métaux au Royaume-Uni comprise dans le secteur d'exploitation « Autres ». Les actifs cédés comprennent des immobilisations corporelles de 0,5 million de dollars (0,4 million de livres sterling) et des stocks de 0,2 million de dollars (0,1 million de livres sterling). La contrepartie reçue s'est établie à 1,6 million de dollars (1,3 million de livres sterling).

## **Opération de fermeture du capital**

Le 29 juillet 2020, IPLP a annoncé avoir conclu une convention d'arrangement. Aux termes de la convention d'arrangement et sous réserve de l'obtention de l'approbation des actionnaires et d'autres approbations usuelles, l'acheteur fera l'acquisition au prix d'achat de toutes les actions émises et en circulation.

La majorité des actions en circulation appartenant à la Caisse, le plus important actionnaire d'IPLP, feront effectivement l'objet d'un roulement pour une valeur implicite par action égale au prix d'achat. Ainsi, à l'issue de l'opération, les fonds MDP seront l'actionnaire contrôlant d'IPLP, et une filiale en propriété exclusive de la Caisse détiendra une participation minoritaire d'environ 24,9 %.

La convention d'arrangement comporte une disposition de sollicitation qui permet à la Société de solliciter des propositions d'acquisition supérieures potentielles et d'entreprendre des discussions et des négociations à l'égard de telles propositions pendant une période initiale de 30 jours (pouvant être prolongée de 10 jours dans certaines circonstances).

L'opération de fermeture de capital prendra effet seulement si elle est approuvée par i) au moins 66 ⅔ % des voix exprimées par les actionnaires à l'assemblée extraordinaire des actionnaires convoquée afin d'examiner l'opération; ii) la majorité simple des voix exprimées par les actionnaires, compte non tenu des droits de vote rattachés aux actions détenues par la Caisse conformément au Règlement 61-101 sur les mesures de protection des porteurs minoritaires lors d'opérations particulières (le « Règlement 61-101 »); et iii) la Cour supérieure du Québec, après examen du caractère équitable de l'opération, tant du point de vue du fond que de la forme. La réalisation de l'opération n'est assujettie à aucune condition de financement.

Le conseil d'administration d'IPLP et le comité indépendant du conseil d'administration (le « comité spécial ») recommandent à l'unanimité aux actionnaires d'approuver la convention d'arrangement.

## **Renseignements quantitatifs et qualitatifs sur les risques liés aux marchés et les autres risques financiers**

Les activités de la Société exposent celle-ci à divers risques financiers. La Société s'est dotée d'un programme de gestion des risques, lequel a été approuvé par le conseil d'administration, qui cherche à limiter l'incidence de ces risques sur sa performance financière et sa politique consiste à gérer ces risques sans faire de spéculation.

Les rubriques qui suivent contiennent des renseignements sur les risques auxquels la Société est exposée en raison de son utilisation d'instruments financiers, ainsi que sur ses objectifs, ses politiques et ses processus d'évaluation et de gestion des risques.

### ***Risque de crédit***

Le risque de crédit est imputable au crédit consenti aux clients découlant de débiteurs impayés ou de transactions en cours, ainsi qu'à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux instruments financiers dérivés et aux dépôts auprès de banques et d'institutions financières. La Société s'est dotée de procédures détaillées de surveillance et de gestion du risque de crédit lié à ses créances clients selon l'expérience, les antécédents des clients et les taux de défaillance passés, et la Société se procure une assurance crédit lorsqu'elle est disponible selon des modalités commercialement raisonnables. Des limites liées au risque individuel sont généralement établies par client et, au-delà de ces limites, le risque n'est accepté que dans des circonstances précises. L'utilisation des limites de crédit fait l'objet d'une surveillance périodique.

La trésorerie et les dépôts bancaires à court terme sont investis auprès d'institutions après étude de leur cote de crédit, le montant pouvant être détenu par une seule banque ou institution à un moment donné étant limité. En ce qui concerne la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société, les cotes de crédit des institutions dans lesquelles la trésorerie était déposée étaient de BBB- ou supérieures le 30 juin 2020 selon les cotes octroyées par Standard & Poor's (BBB- ou plus pour l'exercice 2019).

La valeur comptable des actifs financiers, déduction faite des provisions pour perte de valeur, représente l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

### ***Risque de liquidité***

Le risque de liquidité est le risque que la Société éprouve des difficultés à honorer ses engagements liés à des passifs financiers qui sont à régler par la remise de trésorerie ou d'un autre actif financier. La démarche de la Société pour gérer le risque de liquidité consiste à faire en sorte, dans la mesure du possible, qu'elle disposera toujours des liquidités suffisantes pour honorer ses engagements à leur échéance, tant dans des conditions normales que sous contrainte, sans subir de pertes inacceptables et sans risquer d'entacher sa réputation. La conformité aux clauses restrictives de la Société est surveillée en continu en fonction

des comptes de gestion. Une analyse de sensibilité utilisant divers scénarios est appliquée aux prévisions pour évaluer leur incidence sur les clauses restrictives et la dette nette.

### ***Risque de marché***

Le risque de marché correspond au risque que des variations des prix du marché, comme les cours de change et les taux d'intérêt, influent sur les produits de la Société ou sur la valeur des instruments financiers qu'elle détient. L'objectif de la stratégie de gestion du risque de la Société consiste à gérer et à maintenir les expositions au risque de marché à l'intérieur de paramètres acceptables et de gérer ces risques sans faire de spéculation.

### ***Risque de change***

Le risque de change découle des transactions en monnaies étrangères, ainsi que des actifs et passifs libellés en monnaies étrangères. Ces risques de change sont surveillés sur une base régulière par la direction. La Société est essentiellement exposée au risque de change entre le dollar américain et le dollar canadien, la livre sterling, le renminbi chinois et l'euro.

La Société est également exposée au risque de change lors de la reconversion de ses activités libellées en monnaies étrangères au Royaume-Uni, au Canada, en Irlande, en Belgique et en Chine, depuis leur monnaie fonctionnelle, soit la livre sterling, le dollar canadien, l'euro et le renminbi chinois, vers la monnaie de présentation, soit le dollar américain. La Société gère annuellement une part importante du risque de change global découlant de la conversion du BAIIA ajusté des filiales en la monnaie de présentation de la Société au moyen de contrats de change à terme. Cette mesure a été prise conformément à la politique de gestion de la trésorerie interne de la Société et est supervisée par la fonction Trésorerie de la Société, qui rend compte périodiquement à la direction et au comité d'audit.

### ***Risque de taux d'intérêt***

À certains moments, la Société peut détenir des actifs et des passifs portant intérêt. En général, la méthode employée par la Société pour gérer son exposition au risque de taux d'intérêt consiste à conserver la majeure partie de sa trésorerie, de ses dépôts bancaires à court terme et de ses emprunts portant intérêt selon des modalités de taux fixes et variables. Les taux sont généralement fixes pour des périodes relativement courtes afin de satisfaire aux exigences de financement tout en tirant parti des occasions engendrées par la variation des taux à plus long terme.

### ***Risque sur marchandises***

La Société est exposée au risque de marché en raison des fluctuations des prix des résines de plastique, qui pourraient avoir une incidence sur ses résultats d'exploitation et sa situation financière. Les résines de plastique sont sujettes à des fluctuations de prix, notamment en raison des pénuries d'approvisionnement et des variations des prix du gaz naturel, du pétrole brut et d'autres produits intermédiaires pétrochimiques qui servent à la fabrication des résines et qui ont récemment enregistré une volatilité modérée. La rentabilité de la Société est touchée par la volatilité des prix des résines, laquelle est atténuée par sa capacité à établir des arrangements donnant lieu à un transfert des variations des coûts (par contrat ou non) avec une proportion importante de ses clients, à fixer de nouveaux prix au moyen de contrats à court terme ou à gérer l'exposition au moyen de contrats dérivés. En raison des différences quant au moment où a lieu le transfert des variations du coût des résines à nos clients, l'augmentation des prix des résines a une incidence défavorable à court terme sur notre rentabilité, mais leur diminution a un effet favorable sur celle-ci. Ces délais quant au transfert des variations des coûts des matières premières pourraient avoir une incidence sur nos résultats lorsque se produisent des fluctuations des prix des résines. En outre, rien ne garantit que nous serons en mesure de transférer ou de continuer de transférer les fluctuations de prix à nos clients. Le marché des résines est un marché mondial et, selon son expérience, la Société croit que des quantités suffisantes de résines de plastique seront disponibles au prix du marché, mais elle ne peut garantir une telle disponibilité ni le prix des quantités disponibles. Le prix de la résine disponible en Amérique du Nord et en Europe peut différer en raison d'un certain nombre de facteurs, dont les droits de douane, la capacité ou la disponibilité en raison de la demande générale sur le marché.

### **Arrangements hors bilan**

Les variations importantes des obligations et engagements contractuels de la Société survenues par rapport aux obligations et engagements décrits dans les états financiers annuels sont décrites à la rubrique « ***Obligations contractuelles*** » plus haut.

Au 30 juin 2020, IPLP avait des lettres de crédit en place totalisant 0,3 million de dollars, ce qui est identique au solde de 0,3 million de dollars au 31 décembre 2019.

## **Transactions avec des parties liées**

Dans le cadre du PAPE, la Société a conclu une convention de droits des investisseurs avec la Caisse, qui est entrée en vigueur le 28 juin 2018, soit la date de clôture du PAPE. Des informations sur cet arrangement sont présentées dans la notice annuelle.

## **Estimations comptables critiques**

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités d'IPLP ont été établis selon les IFRS, telles qu'elles ont été publiées par l'IASB. L'établissement d'états financiers conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges présentés. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions. Les estimations et les hypothèses connexes sont fondées sur l'expérience antérieure et sur divers autres facteurs jugés raisonnables dans les circonstances. Les résultats de ce processus forment la base sur laquelle s'appuient les jugements quant à la valeur comptable des actifs et des passifs lorsque cette valeur comptable n'est pas observable à partir d'autres sources. Les éléments qui sont très complexes, qui demandent un degré élevé de jugement ou pour lesquels les hypothèses et les estimations sont importantes pour les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 ont principalement trait aux éléments suivants :

## **Normes comptables mises en œuvre pour l'exercice 2020**

Les nouvelles normes et les modifications aux normes et interprétations existantes publiées et en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 ont été évaluées par les administrateurs. À la suite de cette évaluation, aucune nouvelle norme ou modification aux normes existantes en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2020 ne devrait avoir d'incidence significative sur la Société.

## **Normes comptables futures**

Aucune IFRS ou interprétation n'étant pas encore en vigueur ne devrait avoir d'incidence significative sur la Société.

## **Facteurs de risque**

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » de notre notice annuelle, déposée le 12 mars 2020, pour une description des risques et incertitudes qui, à notre avis, pourraient avoir une incidence significative sur nos activités, notre situation financière et nos flux de trésorerie et résultats d'exploitation. Comme il est expliqué plus haut à la rubrique « *Perspectives* », nous continuons d'évaluer et d'apprécier l'incidence de la COVID-19 sur nos activités et notre exploitation à mesure que de nouveaux faits se présentent et que les circonstances évoluent.

## ***Risques liés à l'opération de fermeture du capital***

Le 29 juillet 2020, IPLP a annoncé avoir conclu une convention d'arrangement. La réalisation de l'opération de fermeture du capital est assujettie à des conditions de clôture usuelles, y compris l'approbation par les tribunaux, l'obtention de certaines approbations des autorités de réglementation, l'approbation de la majorité des actionnaires minoritaires de la Société (ce qui exclut la Caisse) et l'approbation des porteurs de 66 ⅔ % des voix exprimées à l'assemblée extraordinaire des actionnaires qui se tiendra afin d'approuver l'opération de fermeture du capital.

Il n'y a aucune garantie que les conditions précédentes seront remplies, que ces approbations seront obtenues ou que l'opération de fermeture du capital sera réalisée ou qu'elle le sera dans les délais prévus.

Si l'arrangement n'est pas réalisé pour une quelconque raison, y compris parce que nos actionnaires n'ont pas réussi à approuver l'opération de fermeture du capital, nous resterons une société ouverte indépendante. Nos activités en cours pourraient être touchées de manière significative et défavorable et nous pourrions être soumis à plusieurs risques, y compris les risques suivants :

- les réactions des marchés financiers pourraient être défavorables à notre égard, ce qui pourrait se traduire par une incidence défavorable sur le cours de nos actions et autres titres, tout comme la réaction de nos clients, de nos collaborateurs, de nos fournisseurs, de notre personnel et des autorités de réglementation;

- nous pourrions devoir payer une indemnité de résiliation i) d'environ 8,3 millions de dollars si la Société résilie la convention d'arrangement afin de conclure une proposition supérieure pendant une période de 30 jours (pouvant être prolongée de 10 jours) à partir de la date de la convention d'arrangement (la « **période de sollicitation** ») ou ii) de 19,4 millions de dollars si la convention d'arrangement est résiliée dans certaines circonstances, y compris si la Société résilie la convention d'arrangement pour conclure une proposition supérieure après la période de sollicitation;
- la convention d'arrangement contient des déclarations et des garanties usuelles faites et données par la Société et l'acheteur et des obligations usuelles aux termes desquelles, notamment, la Société convient, pendant la période allant de la signature de la convention d'arrangement à la clôture de l'opération de fermeture du capital, d'exploiter son entreprise dans le cours normal de ses activités, et de ne pas participer à certains types d'opérations ni prendre certaines mesures, et de faire en sorte que ses filiales fassent de même;
- les enjeux relatifs à la convention d'arrangement nécessiteront un engagement considérable en temps et en ressources de la part de notre direction ainsi que la dépense de fonds importants sous la forme de frais et de charges, qui, autrement, auraient été utilisés pour les activités courantes et d'autres occasions qui auraient été bénéfiques pour nous en tant que société indépendante;
- si l'opération de fermeture du capital n'est pas réalisée et que la Société décide d'envisager une autre opération, il n'y a aucune garantie qu'elle sera en mesure de trouver une partie prête à payer un prix équivalent ou supérieur au prix d'achat qui sera payé dans le cadre de la convention d'arrangement.

Outre les risques liés à la COVID-19 et à l'opération de fermeture du capital décrite ci-dessus, aucun autre changement significatif n'a été apporté aux risques et incertitudes inclus à la rubrique « Facteurs de risques » de notre notice annuelle déposée le 12 mars 2020 au cours du semestre clos le 30 juin 2020.

Si l'un de ces risques ou d'autres risques et incertitudes que nous ignorons ou jugeons sans importance pour le moment se matérialisent ou deviennent des risques significatifs, nos activités, notre situation financière, nos flux de trésorerie et nos résultats d'exploitation pourraient en subir des effets défavorables importants.

#### **Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôles internes à l'égard de l'information financière**

Les contrôles et procédures de communication de l'information au sein de la Société ont été conçus de manière à fournir l'assurance raisonnable que toute l'information pertinente est communiquée au chef de la direction et au chef des finances afin de s'assurer que des décisions appropriées et opportunes sont prises concernant la communication de l'information au public.

Les contrôles internes à l'égard de l'information financière ont été conçus par la direction, sous la supervision et avec la participation du chef de la direction et du chef des finances de la Société, de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que les états financiers aux fins de publication ont été établis selon les IFRS.

Dans les documents déposés par la Société, le chef de la direction et le chef des finances de la Société ont attesté, comme l'exige le *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* (le « **Règlement 52-109** »), le caractère approprié de l'information financière, la conception et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société et la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière. Le comité d'audit de la Société a examiné le présent rapport de gestion et les états financiers intermédiaires consolidés résumés non audités et les notes y afférentes au 30 juin 2020 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date, et le conseil d'administration de la Société a approuvé ces documents avant leur publication.

Bien que le chef de la direction continue d'agir en la double qualité de chef de la direction et de chef des finances par intérim de la Société, le chef, Gestion du risque assume les fonctions de chef des finances lorsqu'il est question de fournir les approbations financières requises au titre du cadre de contrôle interne et des lignes directrices à l'égard de la délégation de pouvoirs de la Société.



### Changements au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours de la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 30 juin 2020, il n'y a eu aucun changement aux contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir eu une incidence significative sur ses contrôles internes à l'égard de l'information financière.

### Données à jour sur les actions

Au 10 août 2020, un total de 54 417 125 actions ordinaires étaient émises et en circulation. Aucune action privilégiée n'est émise et en circulation. Au total, 1 691 826 options sur actions réglées en instruments de capitaux propres et unités étaient en circulation. De ce total, 1 327 052 options sur actions réglées en instruments de capitaux propres et 364 774 unités d'actions subalternes (les « UAS »), unités d'actions différées (les « UAD ») et unités d'actions liées au rendement (les « UAR ») étaient en circulation.

Au 30 juin 2020, un total de 54 382 125 actions ordinaires étaient émises et en circulation. Aucune action privilégiée n'était émise et en circulation. Un total de 1 726 826 options sur actions réglées en instruments de capitaux propres, qui comprennent les UAS, les UAD, les UAR et les options sur actions, étaient en circulation au 30 juin 2020.

### Rapprochement des mesures non conformes aux IFRS

Les tableaux ci-dessous présentent un rapprochement de toutes les mesures non conformes aux IFRS utilisées dans le présent rapport de gestion avec les résultats de la période établis selon les IFRS.

#### Rapprochement du BAII ajusté et du BAIIA ajusté avec le bénéfice net

Le BAIIA ajusté correspond au bénéfice net avant l'impôt sur le résultat, les charges financières nettes, la quote-part de la perte des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, les autres produits (montant net), les coûts liés aux transactions, à la réorganisation et à l'intégration et les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles. Le BAII ajusté correspond au BAIIA ajusté, abstraction faite des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles.

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
<b>Bénéfice net</b>	<b>5 312</b>	8 470	<b>7 172</b>	9 547
Charge d'impôt sur le résultat	<b>2 521</b>	3 075	<b>1 021</b>	1 970
Charges financières (montant net)	<b>3 782</b>	4 465	<b>8 122</b>	8 392
Quote-part de la perte des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	—	—	—	360
Autres produits (montant net)	<b>(160)</b>	(314)	<b>(823)</b>	(334)
<b>Bénéfice d'exploitation</b>	<b>11 455</b>	15 696	<b>15 492</b>	19 935
Coûts liés aux transactions, à la réorganisation et à l'intégration	<b>3 000</b>	667	<b>5 836</b>	2 874
<b>BAII ajusté</b>	<b>14 455</b>	16 363	<b>21 328</b>	22 809
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	<b>12 322</b>	12 158	<b>24 518</b>	22 978
<b>BAIIA ajusté</b>	<b>26 777</b>	28 521	<b>45 846</b>	45 787

#### Rapprochement du bénéfice net ajusté, du résultat de base par action ajusté et du résultat dilué par action ajusté.

##### Bénéfice net ajusté, résultat de base par action ajusté et résultat dilué par action ajusté

Le bénéfice net ajusté correspond au bénéfice net avant les coûts liés aux transactions, à la réorganisation et à l'intégration, l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, les autres produits (montant net), la quote-part de la perte des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et l'impôt sur le résultat pour chacun des éléments susmentionnés. Le résultat de base par action ajusté et le résultat dilué par action ajusté sont calculés en divisant le bénéfice net ajusté par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. En ce qui concerne le résultat dilué par action ajusté, le nombre d'actions ordinaires en circulation est ajusté pour tenir compte de l'incidence des options ayant un effet dilutif.

<i>(en milliers de dollars, sauf indication contraire)</i>	<i>Trimestres clos les 30 juin</i>		<i>Semestres clos les 30 juin</i>	
	2020	2019	2020	2019
<b>Bénéfice net</b>	<b>5 312</b>	8 470	<b>7 172</b>	9 547
Coûts liés aux transactions, à la réorganisation et à l'intégration	<b>3 000</b>	667	<b>5 836</b>	2 874
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	<b>2 112</b>	2 036	<b>3 466</b>	3 670
Autres produits (montant net)	<b>(160)</b>	(314)	<b>(823)</b>	(334)
Quote-part de la perte des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	—	—	—	360
Impôt lié à chacun des éléments susmentionnés	<b>(802)</b>	(568)	<b>(1 589)</b>	(1 398)
<b>Bénéfice net ajusté</b>	<b>9 462</b>	10 291	<b>14 062</b>	14 719
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	<b>54 295</b>	53 980	<b>54 295</b>	53 802
<b>Résultat de base par action ajusté (en \$)</b>	<b>0,17</b>	0,19	<b>0,26</b>	0,27
Instruments de capitaux propres ayant un effet dilutif – options sur actions	—	608	—	607
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (après dilution)	<b>54 295</b>	54 588	<b>54 295</b>	54 409
<b>Résultat dilué par action ajusté (en \$)</b>	<b>0,17</b>	0,19	<b>0,26</b>	0,27

#### *Rapprochement de la dette nette*

Le tableau qui suit présente la dette nette de la Société au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019. La dette nette s'entend des prêts et emprunts, des obligations locatives et des billets convertibles moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

<i>(en milliers de dollars)</i>	<b>30 juin 2020</b>	31 décembre 2019
Prêts et emprunts	<b>384 119</b>	349 708
Obligations locatives	<b>21 242</b>	24 068
Billets convertibles	<b>1 388</b>	1 393
Trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>(110 186)</b>	(77 731)
<b>Dette nette</b>	<b>296 563</b>	297 438

#### *Ratio d'endettement financier*

Le tableau suivant présente le ratio d'endettement financier de la Société au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019. Le ratio d'endettement financier s'entend du ratio de la dette nette par rapport au BAIIA ajusté des 12 derniers mois, y compris la période préalable à l'acquisition d'une entreprise de moulage par injection située au Royaume-Uni au 30 juin 2020 et la période préalable à l'acquisition de Loomans, au 31 décembre 2019.

<i>(en milliers de dollars)</i>	<b>30 juin 2020</b>	31 décembre 2019
<b>Dette nette</b>	<b>296 563</b>	297 438
BAIIA ajusté	<b>91 518</b>	91 459
BAIIA de Loomans pour la période préalable à l'acquisition	—	1 970
BAIIA de l'entreprise de moulage par injection située au Royaume-Uni pour la période préalable à l'acquisition	<b>512</b>	—
BAIIA ajusté des 12 derniers mois	<b>92 030</b>	93 429
<b>Ratio d'endettement financier</b>	<b>3,22</b>	3,18

### Rapprochement des flux de trésorerie disponibles ajustés

Les flux de trésorerie disponibles ajustés représentent les flux de trésorerie qui sont générés par les activités d'IPLP et qui sont disponibles aux fins de réinvestissement ailleurs, y compris aux fins du remboursement anticipé de la dette. Ils représentent les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation, moins les montants payés au titre des charges financières et de l'investissement de maintien, auxquels ont été rajoutés les coûts liés aux transactions, à la réorganisation et à l'intégration payés (à l'exclusion des coûts liés à l'investissement et au financement) ainsi que les autres produits (montant net).

<i>(en milliers de dollars)</i>	<i>Trimestres clos les 30 juin</i>		<i>Semestres clos les 30 juin</i>	
	<b>2020</b>	2019	2020	2019
<b>Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation</b>	<b>32 895</b>	14 518	<b>24 018</b>	9 380
Coûts liés aux transactions, à la réorganisation et à l'intégration payés (à l'exclusion des coûts liés à l'investissement et au financement)	<b>2 639</b>	1 914	<b>3 597</b>	6 381
Autres produits (montant net)	<b>160</b>	57	<b>823</b>	140
<b>Entrées nettes de trésorerie ajustées liées aux activités d'exploitation</b>	<b>35 694</b>	16 489	<b>28 438</b>	15 901
Investissement de maintien	<b>(4 027)</b>	(2 739)	<b>(8 458)</b>	(6 090)
Charges financières payées	<b>(3 995)</b>	(4 352)	<b>(8 465)</b>	(7 707)
<b>Flux de trésorerie disponibles ajustés</b>	<b>27 672</b>	9 398	<b>11 515</b>	2 104

### Information supplémentaire

Pour obtenir de l'information supplémentaire à l'égard de notre Société, y compris notre rapport trimestriel le plus récent et les rapports annuels et trimestriels déposés le 11 août 2020, consultez SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com), et le site Web de la Société, à l'adresse [www.iplpgroup.com](http://www.iplpgroup.com).

Le 11 août 2020